

LA GUERRE D ALGERIE

Reportage de
Paris Match



LA VALISE OU LE CERCUEIL

19 mars 1962 :
les accords d'Evian
signent la fin de la guerre.
Pour cette femme et
ses enfants, l'heure de
l'exode a sonné.

L'ALGÉRIE AU CŒUR	46
L'EMBRASEMENT	52
« AVOIR 20 ANS DANS LES AURÈS »	56
Des feux mal éteints...	
PAR PHILIPPE LABRO	63
Jacques Perrin : « En Indochine, les volontaires s'engageaient pour un idéal. Ce n'était pas le cas en Algérie »	
UN ENTRETIEN AVEC RÉGIS LE SOMMIER	64
LA SALE GUERRE	66
Le temps des centurions	
PAR MARCEL BIGEARD	71
L'engrenage de la torture	
« On va te réveiller, t'inquiète pas. » Et le témoin tomba. Pour de bon	
PAR YANN QUEFFÉLEC	76
DE GAULLE ENTRE DEUX SERMENTS	78
Journal de guerre des reporters de Paris Match	
PAR JEAN DURIEUX, GEORGES MAZOYER, SERGE LENTZ, CHARLES D'ESTAINVILLE, JEAN MEZERETTE, RAYMOND TOURNOUX,	82
LA VALISE OU LE CERCUEIL	86
« Mémé, c'est comment la France ? »	
PAR DOMINIQUE LAPIERRE	93



**UN ART DE
VIVRE À LA
FRANÇAISE**

1953. Comme dans les
goulas, le café et le thé des
sociétés par excellence.
Arômes exotiques qui se
mélent. On y sert aussi du
vin, son essence ou sa base,
toute des liqueurs d'Oran,
Constantine et de Reghaia.
Sans oublier le Pisco, réservé
par un distillateur marocain
à Philippeville.

PHOTO WILLY RIZZO

LA FIN DE L'EMPIRE

2/ L'ALGÉRIE AU CŒUR

Difficile de trouver une origine fiable à l'expression pied-noir qualifiant les Français d'Algérie. Il existe nombre d'hypothèses, depuis les pionniers militaires qui portaient des chaussures de marche noires, jusqu'à la coloration sombre des pieds des premiers viticulteurs installés là-bas... L'appellation reste contrôlée pour les rapatriés - 1 million de personnes entre 1962 et 1965 - ayant dû quitter leur pays de naissance après les accords d'Evian. Un traité conclu pour mettre un terme à huit années d'une guerre qui ne disait pas son nom. Et qui brisa la vie de ces pieds-noirs contraints de choisir « la valise ou le cercueil ». Annexée par la France en 1834, l'Algérie redevint indépendante au prix d'énormes sacrifices humains. Et non sans séquelles...



DEUX TRADITIONS FACE À FACE : L'ARMÉE DES SABLES ET LA FEMME EN HAÏK

A Ouargla en novembre 1952, des soldats à dos de dromadaire. Pour mener à bien leur mission de pacification du Sud algérien, les compagnies méharistes sahariennes, créées au début du XX^e siècle, ont adopté les méthodes des tribus nomades : chevaucher des camélidés là où les routes sont impraticables.

Photo MAURICE JARNOUX





Symboles et coutumes. Toute évocation de l'Algérie française, du panache militaire à la vie quotidienne, tient dans l'exploitation romanesque d'une époque aujourd'hui révolue. Des régiments évanouis, tels les compagnies méharistes arborant pour emblème la Croix du Sud, aux femmes drapées de voiles mauresques, l'imagerie nourrit l'imaginaire, entretenant une certaine nostalgie. Les méharistes coloniaux flottant dans leurs sarouals, plus nomades que ceux du Sahara septentrional attachés à des postes de surveillance, installaient des « carrés » de tentes selon les mouvements de population. Leur prestige au cœur de la civilisation du désert, loué par Saint-Exupéry, était immense, y compris au sein des populations dispersées. Aventure, découverte, amour des mers de sable constituaient le sel de leur engagement.

En 1955, à Timimoun, l'évêque de Laghouat, Mgr Georges Mercier, est accueilli comme un don du ciel par ses fidèles. Vicaire apostolique du Sahara, ce père blanc « règne » sur un territoire grand comme quatre fois la France. Alors, pour visiter les 150 oasis de son diocèse, le lointain successeur de saint Augustin vole littéralement sur des milliers de kilomètres avec son avion.



Cohabitation culturelle sur la place du Gouvernement à Alger, en 1951. La mosquée de la Pêcherie voisine avec la statue équestre du duc Ferdinand-Philippe d'Orléans, héros de la conquête de l'Algérie. Les femmes en voile traditionnel se promènent aux alentours de la fête foraine.



**DANS LA CASBAH,
LE VOILE
MAURESQUE
CROISE
LE TAILLEUR
PARISIEN**

Taille resserrée, silhouette exacerbée: en 1953, les femmes européennes de l'après-guerre adoptent le style glamour de Dior et de la star Marilyn Monroe. Ce qui ne devait pas manquer de surprendre les indigènes musulmanes, nombre d'entre elles ne sortant qu'en haïk, une étoffe qui les recouvre des pieds à la tête.

Photo WILLY RIZZO



1. Salle de classe de l'école chrétienne Saint-Joseph, à Bab El Oued. Contrairement aux petits Européens, les jeunes musulmans sont peu scolarisés en 1954 : autour de 15 % des enfants en âge d'être instruits. **2.** S'ils lisent les journaux hexagonaux, les pieds-noirs ont aussi leurs grands titres de presse, comme les quotidiens « Le journal d'Alger », « L'écho d'Oran » ou « L'écho d'Alger », distribué par ce petit vendeur à la criée saisi dans l'objectif de Willy Rizzo. **3.** Fête de fin d'année dans un atelier de Bab El Oued. En guise de « pat », un méchoui. Les pieds-noirs ont peu à peu intégré à leur gastronomie ce classique de la cuisine nord-africaine, tout comme le couscous.



L'EMBRASEMENT

Les sourires dissimulent mal l'angoisse de ces Européens de Batna. Au cours de la Toussaint rouge de 1954, le brigadier-chef Eugène Cohet et le soldat Pierre Audat ont été assassinés dans cette région des Aurès par des indépendantistes algériens. Ils sont les premières victimes militaires de la guerre. Jean Farran écrira dans *Paris Match*: « La France croyait en avoir fini avec le coup de feu et voilà qu'à l'heure même où se taisent les canons de la rizière indochinoise éclatent au pied des montagnes de l'Atlas les coups de pistolet des fellaghas. »

Juin 1955. Malgré des milliers de sacs de sable prêts à soutenir un siège, la vie quotidienne suit son cours sous un vernis de normalité. Les attentats perpétrés par le FLN le 1^{er} novembre 1954 ont fait plusieurs victimes parmi les chrétiens, les pieds-noirs et musulmans.

PHOTO FRANÇOIS PAGES





MOBILISATION FAMILIALE FACE AUX ASSAILLANTS

Posté à la fenêtre, devant le berceau vide de son bébé, évacué avec sa mère vers des territoires plus sûrs, ce garde forestier de Kabylie guette d'éventuels agresseurs. Avec les Aurès, la Kabylie est, en ce mois de mai 1955, un des principaux foyers de l'insurrection naissante.

Photo JACK GAROFALO



Le 20 août, la bourgade d'El-Halia connaît l'horreur. Même ce nourrisson n'a pas été épargné par les combattants du FLN, qui ont torturé, mutilé et massacré aveuglément plus de 30 civils européens. Un tournant dans le conflit.



Le jour des obsèques, 6 000 Européens d'Algérie pleurent les morts d'El-Halia. « Les cœurs sont brisés, mais les poings se serrent », écrit l'envoyé spécial de Paris Match.



LE SANG D'EL-HALIA ET LES LARMES DE PHILIPPEVILLE

Lundi 25 août 1955, au cours de l'hommage à Philippeville, sous les yeux médusés des officiels accusés de n'en avoir pas fait assez pour protéger les civils, Joseph de Angels, proche de l'une des victimes, se déchaîne contre la gerbe offerte par le résident-général.

Photo **CHARLES COURRIÈRE**



La mort du « Foucauld laïque », le 24 mai 1955. L'administrateur Maurice Dupuy, fonctionnaire basé dans un poste isolé des Aurès, a été assassiné le jour même sur la route de Tebessa. L'embuscade tendue par le FLN a aussi coûté la vie à plusieurs militaires français et musulmans. Lors des funérailles du supplicié, le gouverneur-général Jacques Soustelle décore de la Légion d'honneur l'aîné de ses 8 enfants.

Le massacre de la cité minière d'El-Halia, près de Philippeville (actuelle Skikda), le 20 août 1955, creuse le fossé entre les deux communautés. Des familles entières d'Européens sont assassinées au couteau par le Front de libération nationale. Plus largement, une centaine de personnes – civils, militaires français et musulmans francophiles – sont tombées sous la lame des émeutiers indépendantistes dans tout le Constantinois. Après les funérailles, sous le coup de l'indignation, le maire de Philippeville, Paul Benquet-Crevaux, arrache les inscriptions officielles des couronnes. Puis, afin de canaliser la colère de la foule, il entonnera une vibrante « Marseillaise ».



ALGER LA BLANCHE, OU L'ILLUSION AVANT LE CAUCHEMAR

Ces rappelés massés sur le pont du paquebot « Ville d'Oran » en 1956 découvrent la « France d'en face ». « Nous sommes des centaines de bidasses à scruter le port, et la ville qui petit à petit se dévoile derrière, témoignerait Guy Martinan, du 22^e régiment d'infanterie. Certains ont encore le cœur au bord des lèvres, tandis qu'Alger la blanche s'offre à notre regard curieux et inquiet. »

Photo FRANÇOIS PAGES



« AVOIR 20 ANS DANS LES AURÈS »

Quinze ans séparent cette photo du film au titre évocateur de René Vautier (1972), où des appelés, chasseurs de fellaghas mais instinctivement opposés à la guerre, font acte d'insoumission. La différence entre la guerre d'Indochine et celle d'Algérie tient pour partie dans la nature des forces engagées. En Extrême-Orient, une armée de métier, le corps expéditionnaire, composée de troupes d'élite brûlant leur jeunesse dans les rizières; en Afrique du Nord, à 400 000 militaires d'active s'ajoute l'arrivée massive de conscrits arrachés à la vie civile pour vingt-huit longs mois et jetés brutalement dans la fournaise des montagnes de la Mitidja. Ces derniers seront 1,3 million au total. Près de 30 000 hommes y laisseront la vie.



UN ALBUM PHOTO SOUVENT MAUDIT

Un as à la rescousse en 1956.
Pierre Clostermann (à g.), héros des forces aériennes françaises libres et député gaulliste, devant son avion « Broussard ». Son engagement lui inspira le roman « Appui-feu sur l'oued Hallal ».

Jean-Jacques Servan-Schreiber, le fondateur du journal « L'Express », partisan d'une politique libérale en Algérie, est rappelé en août 1956 comme lieutenant-aviateur de réserve.

L'HEURE DES APPELÉS, L'ANXIÉTÉ DES RAPPELÉS





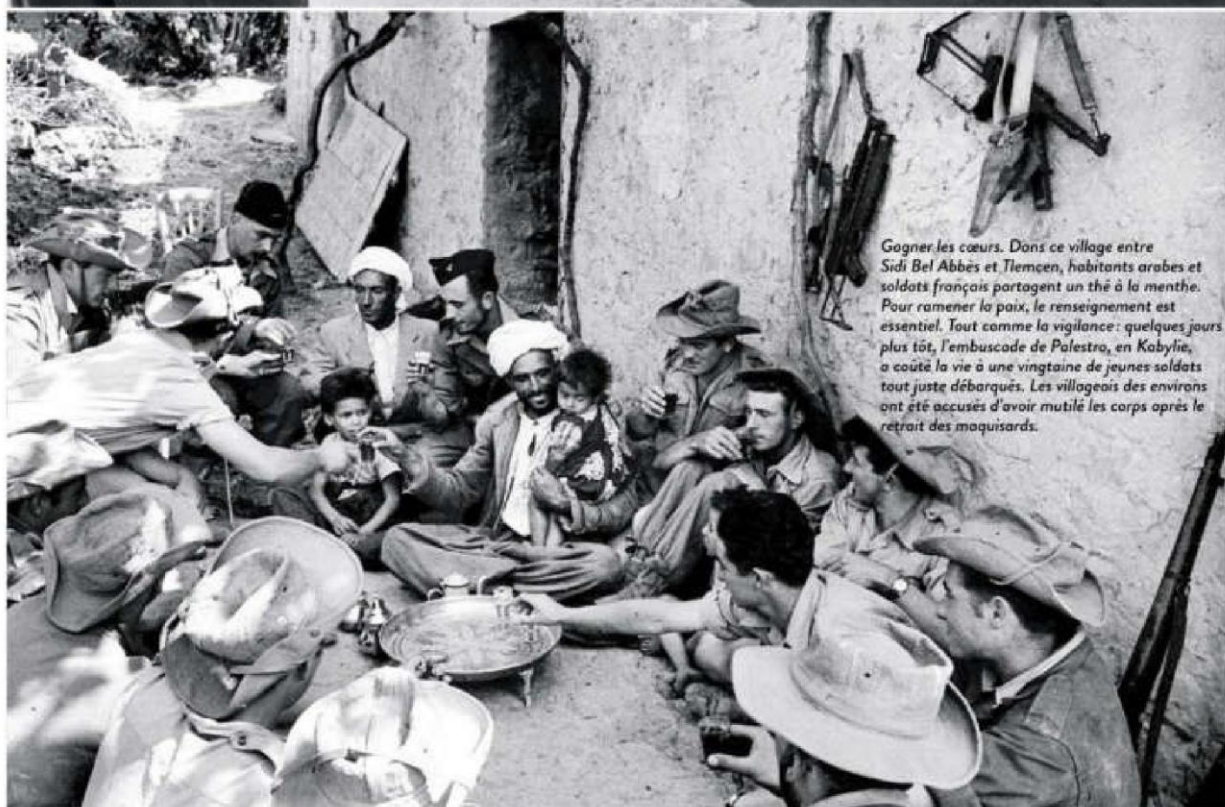
Henri Gracia, rappelé de 23 ans, passe à la chaîne d'habillement du camp militaire de Ger. On lui remet la distinctive paire de « godillots » cloutés des militaires français. En ce printemps de 1956, le gouvernement de Guy Mollet a décidé de rappeler 70 000 soldats des classes disponibles et prolongé le service militaire à vingt-huit mois. Une décision qui ne va pas sans heurts.



Juillet 1956. La guerre, c'est d'abord tuer le temps. Heureusement pour ces rappelés basés dans la région de Tlemcen, il y a la belote. « La vie au poste ou au cantonnement n'est pas toujours drôle, peut-on lire dans le numéro de Paris Match qui publie cette photo. Mais peu à peu, elle s'organise. Avec les journaux, le courrier, l'harmonica, un jeu de cartes et quelques blagues, les jours passent. »



Mai 1956, la défiance. L'ennemi peut se dissimuler sous les traits d'un innocent fermier, comme ce paysan de Tlemcen. Fouilles et recherche d'armes font partie des principales missions des appelés.



Gagner les cœurs. Dans ce village entre Sidi Bel Abbès et Tlemcen, habitants arabes et soldats français partagent un thé à la menthe. Pour ramener la paix, le renseignement est essentiel. Tout comme la vigilance : quelques jours plus tôt, l'embuscade de Palestro, en Kabylie, a coûté la vie à une vingtaine de jeunes soldats tout juste débarqués. Les villageois des environs ont été accusés d'avoir mutilé les corps après le retrait des maquisards.

MAINTIEN DE L'ORDRE, FOUILLES ET PACIFICATION

Un poste avancé. La méthode française consiste en un minutieux quadrillage du territoire algérien. Le contrôle du terrain comme des populations vise notamment à couper les villages arabes des fellaghas de l'Armée de libération nationale.

Photo FRANÇOIS PAGES





Octobre 1955. Indissociable de la silhouette du combattant d'Algérie, le chapeau de brousse. Il a été adopté par la troupe française lors du conflit indochinois. Côté armement, les soldats sont équipés du classique fusil modèle 1936 ou du pistolet mitrailleur MAT 49. Des armes américaines datant de la Seconde Guerre mondiale sont également utilisées.

Des feux mal éteints...

On nous disait : « Tu verras quand t'auras fait ton service militaire... Sept cent trente jours, Max, Sept cent trente jours ! Rien ne sera plus comme avant... »

Par **PHILIPPE LABRO**

Dis, tu te souviens, Max ? Sans consigne, on partait dans les camions bâchés, « casquelégercasquelourd », le ceinturon sciant en deux la grosse capote de laine, les chargeurs pendus sur les hanches dans leurs étuis de cuir couleur crème caramel. En espérant violemment qu'il pleuvrait et que le temps serait infect, parce que lorsqu'il pleuvait à Alger, les gens ne s'excitaient pas beaucoup, et pas longtemps. Sans consigne. Sans même savoir si on avait le droit de dégager une MAT 49 en direction des balcons d'où l'on nous canardait parce que de tracts rédigés en français, par des Français, avaient donné l'ordre de le faire.

Sur les balcons d'Alger, les femmes étaient en robe de chambre, les hommes portaient des pyjamas, et quelquefois des maillots de corps. On les voyait pointer leur gueule derrière les draps qui séchaient et l'on devinait parfois, entre les chaussettes et les caleçons, le canon d'un P38 dirigé vers la rue. Les gosses, pour leur part, faisaient sauter des pétards sifflants autour des vilains soldats français.

[...] Plus rien ne serait pareil. Vous aviez perdu l'innocence. Il deviendrait de plus en plus délicat de retrouver sur votre visage la trace de l'enfance.

Déjà, dans la salle de police, à quatre heures du matin, au moment du dernier tour de garde, lorsque le chef de poste venait secouer par l'épaule toutes ces formes endormies sous des couvertures sombres et moites, vous aviez, à vingt ans, des expressions terribles de vieux ouvriers accablés. Vos regards étaient ternes, vos lèvres désabusées, et sur vos joues mal rasées se dessinaient des sillons de scepticisme, de rancœur ou de résignation. Et puis, un jour, il n'y aurait plus d'enfant en vous. On l'aurait définitivement tué, plus rien ne serait pareil.

Vous faisiez partie d'une génération d'après guerre, que vos aînés le veuillent ou non. Vous alliez vivre, travailler, voter « après la guerre ». La vôtre. Vous étiez des anciens combattants. Que vos aînés aient envie de l'oublier ou pas, vous aviez accompli tous les gestes rituels du système policier, depuis le règlement de la circulation routière jusqu'à l'application de la question préalable que l'on appelait délicatement « l'exploitation ». Certes, vous ne l'aviez peut-être pas tous fait. Mais vous aviez été tous mêlés à l'affaire et au système, vous aviez vécu ensemble sous le poids de la même affaire, de bout en bout, la mort était présente, sournoise et glacée, et cela vous donnait comme la connaissance d'une autre dimension, jusqu'ici inaccessible.

La mort obtenait enfin, dans votre vie, l'importance que vous n'aviez jamais voulu lui accorder.

Jusque-là, vous vous preniez pour des immortels, comme tous

les enfants du monde. Dorénavant, par la force des circonstances, la ténacité des propos de chambrée ou la vérité des expériences individuelles, le moindre geste, la moindre odeur, le moindre objet vous parlaient de la mort. Les détails les plus insignifiants : les ordures qui s'amassent au bas du boulevard Savorgnan-de-Brazza ; un manège de chevaux de bois qui brûle lentement à quatre heures de l'après-midi ; des fleurs qu'on dépose sur les trottoirs du plateau des Glières ; des fumées suspectes qui montent de la Casbah ; l'appel incessant des ambulances militaires et civiles ; un rideau de fer qu'une vieille femme baisse à la hâte ; des jardins d'enfants désaffectés ; l'ombre immense des réverbères éteints sur la route dite « route Moutonnière ». Chacune de ces images, chacun de ces moments vous infligeait le souvenir tout chaud d'une mort voisine que vous aviez aussi transmis des coups de feu dans la nuit, des flaquas de sang, la disparition d'un ami, le témoignage d'un bidasse rencontré le jour de la solde, ou la lecture rapide d'un journal de Paris parvenu jusqu'à vous par hasard.

[...] Lorsque vous êtes partis, Loulous de la 55 1/A, 57 2/B, 59 2/C, 60 2/B, on vous a chanté sur tous les tons : « Tu verras quand t'auras fait ton service militaire ! » Cela faisait partie du petit « jacassin » personnel que vous emportiez sous les drapeaux, avec les autres phrases :

« Te fais pas remarquer et obéis toujours.

– Faut en passer par là, on en a tous chié à un moment.

– Vingt-huit mois c'est pas long, tu verras, ça va vite. »

Ou encore :

« Surtout te mêle pas d'politique et essaie quand même d'obtenir un petit galon. »

Eh bien voilà, vous l'aviez fait votre service, vous aviez donc vu, vous étiez é-di-fiés, renseignés, vous aviez obtenu toutes les informations nécessaires pour continuer votre marche dans l'Univers.

Maintenant, comme un grand fleuve boueux qui charrie tout à la vitesse du vent et qui déplace tant de choses, tant de cailloux et tant de pierres, tant d'arbres et tant de terre, tant de gravier, tant de misères, l'Algérie passait à travers vous et vous quittait et vous ne pouviez plus la rattraper. Elle s'enfonçait comme un fleuve obscur dans la profondeur de votre mémoire et de votre passé.

Ce faciès bouffi et cireux, cette grisaille qui encerclait les yeux, ces traits tendus au-dessus des sourcils et sous des cheveux qui pouvaient tomber sans que cela vous étonne, cette courbature dans les épaules, cette vivacité qui vous manquait dans les jambes et cette fraîcheur que vous appeliez en vain, il ne fallait pas chercher pourquoi ni comment cela vous était arrivé.

Sept cent trente jours, Max, sept cent trente jours. Voilà pourquoi plus rien n'était pareil. ■

JACQUES PERRIN

« En Indochine, les volontaires s'engageaient pour un idéal. Ce n'était pas le cas en Algérie »



Il est le personnage emblématique des grands films de Pierre Schoendoerffer. Celui qui sublime les cas de conscience à l'heure de « la fin des empires ». De « La 317^e section » (Indochine) au « Crabe-tambour » (pour l'Algérie), Jacques Perrin personnalise la passerelle entre les époques.

Un entretien avec **RÉGIS LE SOMMIER**

Paris Match. Vous avez commencé au théâtre et, au cinéma, c'est Pierre Schoendoerffer qui vous a offert votre premier grand rôle. Racontez-nous votre rencontre.

Jacques Perrin. Je dois tout à Pierre, dans mes films, mes documentaires, mes désirs et mes passions. Pour « La 317^e section », je m'attendais à un film avec une rigueur et un esprit militaires. Je me suis retrouvé à la croisée des chemins de tous les rêves et de toutes les envies. Le film a été tourné en trois mois aux trois frontières : Laos, Cambodge et Vietnam. Autour de moi, il y avait Raoul Coutard, directeur de la photographie, Georges Liron, cadreur, et Jean Garcenot, assistant opérateur. J'étais encadré par trois anciens. Ça forme véritablement. A l'origine, j'étais ami avec Georges de Beauregard, le producteur de la nouvelle vague. C'est lui qui m'a présenté Pierre. Beauregard ne s'exprimait pas très bien. « Pourquoi aimez-vous ce film ? – Parce que c'est intéressant. C'est bien, c'est nouveau... » Il fallait comprendre aussi : « Parce que ça ne coûte pas cher. » Sur le tournage de « La 317^e », la production n'avait aucun égard pour nous, aucune nouvelle, aucun défraiement, même pas de billet de retour. Avec Bruno Cremer, nous sommes allés à Hongkong, où un représentant de la BNP a consenti à nous prêter de quoi rentrer. J'ai rencontré Schoendoerffer à la demande de Beauregard. Il me voit et me dit : « J'ai un personnage, mais ce n'est pas pour vous, vous êtes trop gras, trop gros. »

Mais vous étiez mince !

Pas autant que les anciens d'Indo qui revenaient de leur campagne... Donc, j'ai compris. Je lui ai dit : « Vous me donnez quinze jours ? » J'ai arrêté de manger et j'ai perdu 10 kilos. C'est une aventure extraordinaire quand on a 20 ans. Aussi bien pour moi que pour Cremer. On se rendait compte qu'on vivait un moment tout à fait exceptionnel. Cremer s'interrogeait sur la valeur de cette expédition perdue aux trois frontières. Schoendoerffer me disait : « Toi, tu as tourné, tu es un acteur. » J'avais tourné un film en Italie avec Zurlini, « La fille à la valise ». Il l'avait vu, et c'est aussi pour cela qu'il m'a engagé. « Donc, dis-moi ce que tu penses du film ? Je merde ? »

– « Non, c'est épatant comme document. Parce que plus que ton histoire, plus que ce que tu veux faire, tu as un document. » On était dans la jungle. Coutard était obligé de courir devant pour placer la caméra. On marchait avec notre barda sur le dos, et il fallait tourner en même temps. Et quand Coutard n'était pas prêt, Schoendoerffer gueulait. A un moment, Coutard en a eu marre, il lui a dit : « Ecoute, prépare les choses, dis où on va tourner que je place l'équipe [ils étaient trois], la caméra, etc. – Ne m'emmerde pas, toi tu t'occupes de la technique et moi je fais un film. » Pierre vivait son film, il avait souffert, il avait vu ses copains tomber, donc il ne voulait pas faire n'importe quoi. Il fallait qu'on soit vrais. De temps en temps, Cremer lui disait : « Mais est-ce qu'on est bien ? Est-ce qu'on est justes ? – Je ne vous demande pas si vous êtes bien ou justes, répondait Pierre, je vous demande d'être ! » Le premier jour, Pierre nous a demandé de faire le lever des couleurs avec les supplétifs cambodgiens. Avec Cremer, on est comédiens, quand même, alors on ne va pas rigoler. Le deuxième jour, on le faisait vraiment. Nous étions entourés par les anciens d'Indo, l'équipe de Coutard, donc on ne pouvait pas bluffer. On n'avait pas besoin de maquillage, car, à force de marcher toute la journée avec le barda sur les épaules, ça suffisait. C'était ce que voulait Schoendoerffer, nous mettre dans le bain. J'avais 20 ans. Quels sont les acteurs qui ont la possibilité de vivre une aventure pareille à cet âge ?

Qu'est-ce que vous connaissiez de l'Indochine à l'époque ?

Je me demandais ce que faisaient les gens là-bas. Je faisais alors une petite confusion entre les appelés, il n'y en avait pas en Indochine, et les volontaires. Là, j'ai découvert au fur et à mesure et par les récits de ces anciens pourquoi ils étaient partis. Et c'était fascinant. Ce n'était pas simplement pour faire la guerre et défendre l'empire. C'était pour vivre une jeunesse, quelque chose d'exaltant. Et pour cet amour de la jeunesse et de l'aventure, ils étaient prêts à aller jusqu'à prendre le risque de la mort. Parce qu'au risque de la mort, il y a l'exaltation de la vie. Ce n'étaient pas des têtes brûlées.



Ils portaient pour un idéal qui correspondait à chacun. Chez les anciens du corps expéditionnaire, il y avait l'empire, bien sûr. Mais la plupart des jeunes, après la guerre, se demandaient quel était leur avenir. En allant là-bas, au-delà de l'idéal, de la jungle telle qu'on peut l'imaginer, on trouvait une guerre terrible. Et une rencontre possible avec la mort.

Dans l'expérience que vous avez vécue en tant qu'acteur de ce film, avez-vous réalisé ce qu'avait représenté l'Indochine ?

Tout à fait. Liron me disait : « Tu vois, ce que j'aime dans ce pays, bien sûr, c'est la fraternité, j'aime la jungle, j'aime la nature. Regarde autour de nous, ces arbres... Ce sont des jungles qui ne ressemblent à aucune autre dans le monde. Elles vous envoûtent. » Quand ils ont fait le film, on était en plein pèlerinage. Toute leur pensée était tournée vers leurs copains qui n'étaient plus. Il n'y avait pas d'hôtel. On marchait toute la journée. Le matin, il y avait une petite pénombre, une demi-lumière à peine et on entendait les gibbons qui se réveillaient. C'était fascinant, un pays de mystère. Au bout d'un certain temps, on entendait les grognements des tigres. On ne les a jamais rencontrés, entendu seulement. La jungle, c'est le miroir de ce que vous êtes. Vous vous enivrez de ce fabuleux contact avec la nature. Schoendoerffer pensait son film comme un poème à la mémoire de ses copains. Il m'a entraîné dedans. A la fin, il a fini sur une civière, bouffé par la fièvre, la malaria.

Pour l'historien britannique Anthony Beevor, «La 317e section» est le plus grand film de guerre jamais réalisé. Pourquoi, selon vous ?

Parce que c'est le témoignage des hommes pris dans la tourmente de la grande Histoire. Ce n'est pas l'Histoire, ce sont les hommes qui sont dedans. C'est ça qui change complètement. Quand le film est sorti, on me disait : « Tu as fait un film de droite. » Je répondais : « Vous n'avez rien compris. Allez le voir. C'est une histoire d'hommes jetés dans une situation trop grande pour eux et qui essaient de s'en sortir. Et ils s'en sortent par l'amitié, la solidarité, la camaraderie. » Par la suite, j'ai produit des films sur la nature, toujours avec l'esprit Schoendoerffer, avec cette inquiétude constante qu'il avait et que j'adore. Il avait ces phrases : « En dehors de la défaite, rien n'est plus terrible que la victoire. » C'était Pierre ! Ça tombait comme ça, aussi inattendu.

Dans «Le crabe-tambour», on n'est plus dans la guerre, mais dans ses conséquences. Ce film fait le lien entre l'Algérie et l'Indochine.

C'est vrai, mais la trajectoire du lieutenant Guillaume – qui inspira le film –, ce n'est pas véritablement le putsch d'Algérie. Il l'a fait, certes, mais ce n'est pas ça. C'est l'homme. Quand Guillaume est arrêté à Djibouti, il y a une quête chez lui. Ce n'est pas la marche d'un militaire. Il va ensuite poursuivre son destin. Il ne prend pas sa retraite, pas du tout. Il va devenir pêcheur sur les grands bancs de Terre-Neuve. Terre-Neuve, parce que c'est difficile. Un paysage qui appartient aux



limbes de l'océan. De temps en temps, la brume, les nuages donnent le dessin de quelque chose. Et ce dessin vous encourage à atteindre vos mythes. C'est cela, «Le crabe-tambour». Le film était en grande partie inspiré du bouquin de Joseph Conrad «Au cœur des ténèbres». Toute sa vie, Schoendoerffer a revécu Conrad.

Comme Coppola avec «Apocalypse Now» : la confrontation de l'homme avec une nature hostile et la quête d'une destinée.

Une quête permanente. A notre retour à Paris Schoendoerffer m'avait invité chez lui un soir avec Joseph Kessel et Lucien Bodard. Il avait un rituel, il allait dans sa bibliothèque où il y avait sa pipe d'opium. Il fallait mettre le sarong pour s'allonger sur le côté. Sans le sarong, ce n'est pas de l'opium, quoi !

Dans «Le crabe-tambour», il y a l'opium mais aussi la confrontation muette avec Jean Rochefort, qui joue le capitaine.

Le personnage de Rochefort a exercé ses fonctions de capitaine toute sa vie, alors que Willsdorff était dans une quête, parti sur les mers. Schoendoerffer réfléchissait sur les gens qui laissent des traces. Qu'est-ce que vivre, sinon de laisser une trace ? Ce n'était pas de l'histoire militaire, parce qu'ils ont été abusés. Ce qu'on leur a fait faire en Indochine, c'est lamentable. Je ne parle pas de l'Algérie. Toute sa vie, ce qui l'a poussé, c'est la parole donnée. Mais à un moment, sur la parole donnée, on a fait fausse route.

Pourquoi, quand on évoque l'Indochine et l'Algérie, a-t-on l'impression que l'une est joyeuse, même si c'est une défaite, alors que l'autre c'est le néant, quelque chose d'extrêmement douloureux.

Les volontaires et les appelés. En Indochine, les gens sont partis pour un idéal. Durant la présence des Français régnait un grand romantisme. Ce qui n'était pas tout à fait le cas en Algérie. Partir en Indochine, c'était quelque chose... Quand on voyait le bateau qui franchissait Port-Saïd pour pénétrer dans l'océan Indien et gagner cette terre de toutes les aventures... Pour les appelés en Algérie, ce ne fut pas du tout la même chose. Et le retour des pieds-noirs fut terrifiant. Il y a aussi les harkis qu'on a laissés tomber. L'armée française s'est déshonorée. Déshonorée déjà par les engagements non tenus. En Indochine, malgré la défaite, je ne crois pas qu'il y ait chez les anciens du corps expéditionnaire une haine envers le Vietnamien. Je crois que le temps a fait son ouvrage. Alors que beaucoup de militaires n'ont pas digéré l'Algérie. L'Indochine reste une guerre terrifiante, exaltante pour certains puisqu'ils y rencontraient la folie de l'homme et que les militaires vietnamiens savaient très bien faire souffrir les gens du corps expéditionnaire. Mais l'Algérie, je parle des gens du contingent, ça leur tombait sur la tête : « Mais qu'est-ce qu'on fait là ? Mais pourquoi ? » Ils étaient dans un conflit où la torture a été pratiquée. Mais pourquoi tout ça ? J'ai été très marqué par la guerre d'Algérie, parce que j'y ai laissé des copains. C'était ma génération. Les plaies ne sont pas fermées et elles ne peuvent pas être fermées. ■



LA SALE GUERRE

Tandis qu'en métropole la radio d'Etat donne la parole aux appelés le soir dans une émission au titre tendre et désuet, « Kabylie mon beau pays », le canon tonne à travers les hauts plateaux. Lors de ces micro-trêves radiophoniques, les soldats déclinent leur matricule. En deux minutes trente d'un bonheur fragile, ils dédient un air de Dario Moreno, Sacha Distel ou Dalida à leurs fiancées. Mais la guerre est là, dure et violente. Moyens matériels à l'appui, l'artillerie et le génie mitraillent les wilayas rebelles. Aux embuscades (celle de Palestro hantera les esprits) succèdent attentats et enlèvements du FLN parmi la population civile, exécution de prisonniers militaires et l'engrenage de la torture pour les fellaghas captifs tombés entre les mains de prétoriens dévoyés.

BAPTÊME DU FEU EN GRANDE KABYLIE

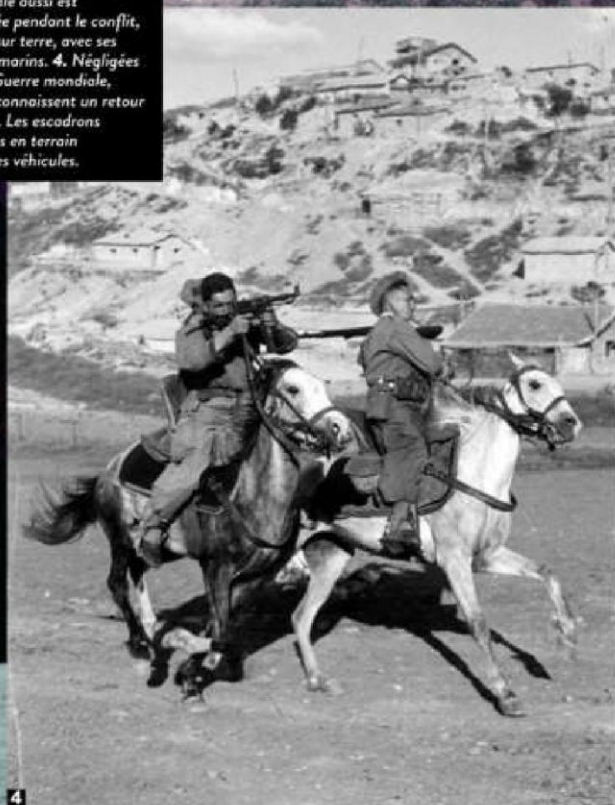
Sur le piton 517, une batterie d'artillerie appuie une opération dans la vallée. Malgré l'interdiction de l'armée, plusieurs appelés documentent leur quotidien en Algérie en prenant des photos. Témoin ce cliché de Gérard Van Der Linden, Roubaisien de 20 ans qui servira comme infirmier entre 1959 et 1960.

Photo: GÉRARD VAN DER LINDEN





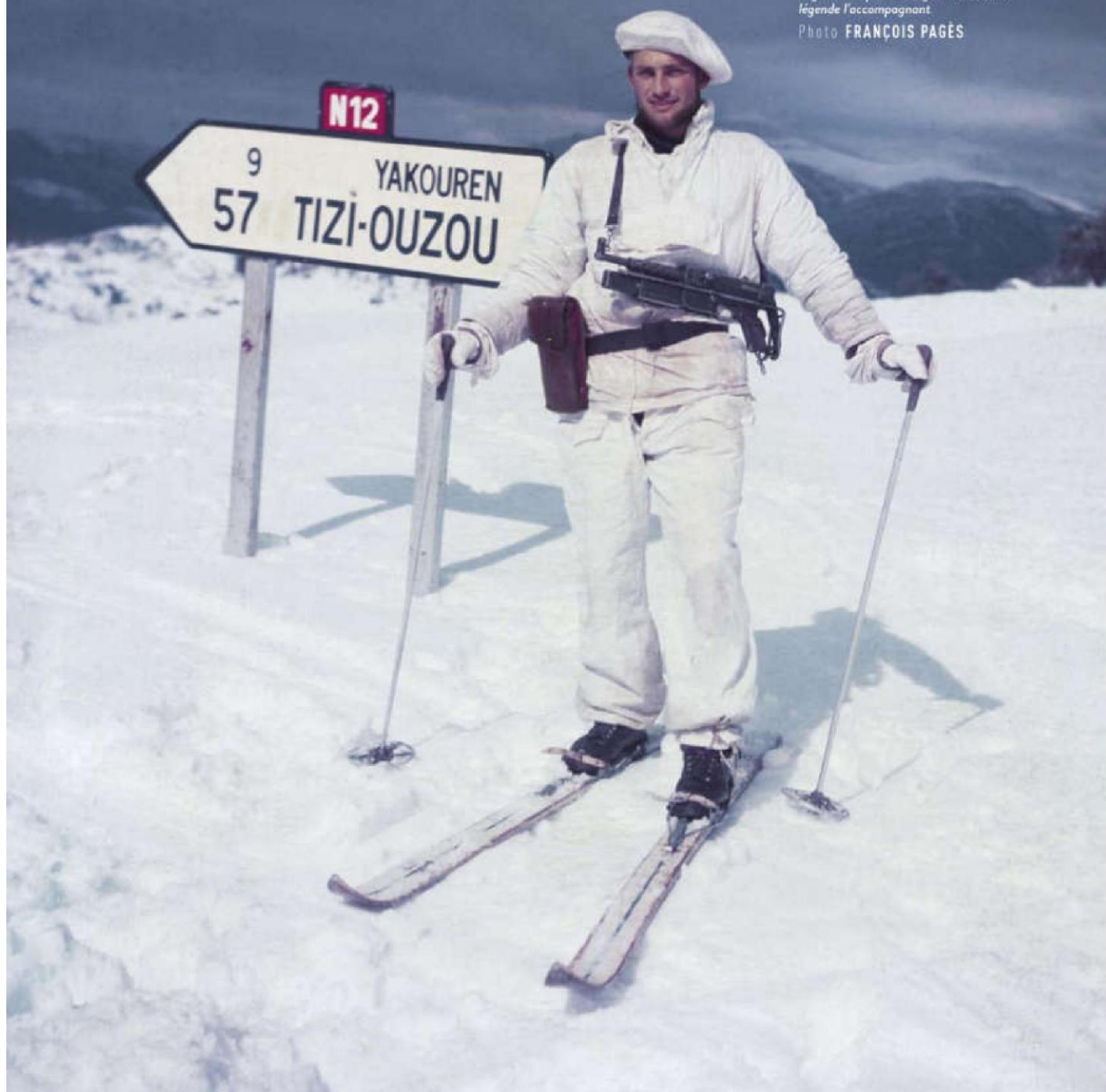
1. Février 1956. En Algérie, les légionnaires sont comme chez eux. Sidi Bel Abbès est la « capitale » de la Légion étrangère depuis 1843. 2. Un groupe de pilotes à Sétif. Les hélicoptères seront employés pour des missions de surveillance, de sauvetage ou d'assaut. 3. La Royale aussi est pleinement mobilisée pendant le conflit, sur mer mais aussi sur terre, avec ses troupes de fusiliers marins. 4. Négligées depuis la Seconde Guerre mondiale, les unités montées connaissent un retour en grâce en Algérie. Les escadrons à cheval sont utilisés en terrain impraticable pour les véhicules.



MÊME LES CHASSEURS ALPINS MONTENT AU FRONT

Les diables blancs en Kabylie. Seules des troupes de montagne expérimentées peuvent ratisser l'hostile massif du Djurdjura, bastion du FLN. Ce cliché de notre photographe fera la couverture de notre numéro du 10 mars 1956. « Sur les pentes neigeuses d'Afrique, les chasseurs alpins veillent jour et nuit dans la grande inquiétude algérienne », dit la légende l'accompagnant.

Photo **FRANÇOIS PAGES**



EN TENUE LÉOPARD, LES PARAS RATISSENT LE DJEBEL

Novembre 1957, bataille de Timimoun. Les parachutistes du lieutenant-colonel Bigeard traquent une bande de rebelles cachés dans le désert du Grand Erg occidental. La cible : des méharistes passés à l'ennemi fellagha. Pour les débusquer, Marcel Bigeard lance, en plein Sahara, l'une des rares opérations aéroportées de la guerre.



À l'abri d'une dune, Bigeard étudie le terrain. Le général Salan donne au commandant du 3^e RPC carte blanche pour retrouver les déserteurs retournés par le FLN. Au bout d'une semaine de recherches dans la mer de sable, l'ennemi est repéré à 80 kilomètres de Timimoun.

Le lieutenant Roher, du 3^e RPC, et son radio. L'officier sera tué par un franc-tireur au cours du combat contre la katiba (compagnie) de méharistes passée à l'ennemi à Hassi Rhambou. Celle-ci est écrasée et perd une centaine d'hommes, contre seulement 12 côté français. Mission accomplie pour Bigeard : début décembre, la rébellion FLN est éliminée dans cette partie de Sahara.



Le temps des centurions

Par MARCEL BIGEARD

«Aucune bête au monde...» Quand, en 1959, paraît le livre album de Marcel Bigeard, alors colonel, et du photographe Marc Flament, Paris Match en publie les bonnes feuilles. L'heure est à la gloire des parachutistes. Des sables de Timimoun aux rocs déchiquetés des Aurès en passant par les djebels pelés, ils écrivent le livre d'heures des «centurions», surnom martial. Mais parfois sonne la dernière heure : «Nous avions rendez-vous, à chaque coin de piste, piste sans fin, derrière chaque dune, chaque piton, mais c'était aussi avec la mort», écrit Bigeard. Son livre est dédié au sergent-chef Sentenac, évadé de Diên Biên Phu, tué au combat le 21 novembre 1957.

Volontairement, aucune individualité n'est mise en valeur. Sauf Sentenac, qui est mort, et dont ces photos sont un peu le monument. Ne cherchez pas un numéro de régiment ; sachez seulement que les acteurs du livre sont des paras.

Vous les verrez marcher ces hommes, boire, manger, se battre. Et repartir en laissant derrière eux leurs camarades morts. Gravier des pitons rocheux, traverser des forêts de chênes-lièges, peiner dans le sable du désert.

Le combat n'est que l'aboutissement de toutes ces souffrances. Ce que nous avons voulu montrer dans sa simple vérité, c'est la sueur, la faim, la soif, les lèvres brûlées, le froid des nuits, l'angoisse de l'approche, les jambes harassées par les rochers. Et puis le tonnerre de la mort, qui a fait du copain de chair et de sang – le temps d'une trainée rouge partie d'un buisson – une dépouille que l'on traîne, pieds raclant les cailloux du chemin. [...]

Le grand vent chaud du Sahara effacera demain les traces de nos pas. Il déplacera les dunes, ensevelissant pêle-mêle les douilles vides, les boîtes rouillées et les armes perdues. Et jusqu'au souvenir de ce combat... Ils furent



La photo des derniers instants du sergent-chef René Sentenac, touché mortellement lors du combat de Timimoun, ornera toujours le bureau de Marcel Bigeard. Sentenac faisait partie des rares soldats à s'être échappés de la cuvette de Diên Biên Phu après la capitulation française. À sa mort à 27 ans, il était titulaire de la croix de guerre, de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec 7 blessures et 13 citations.

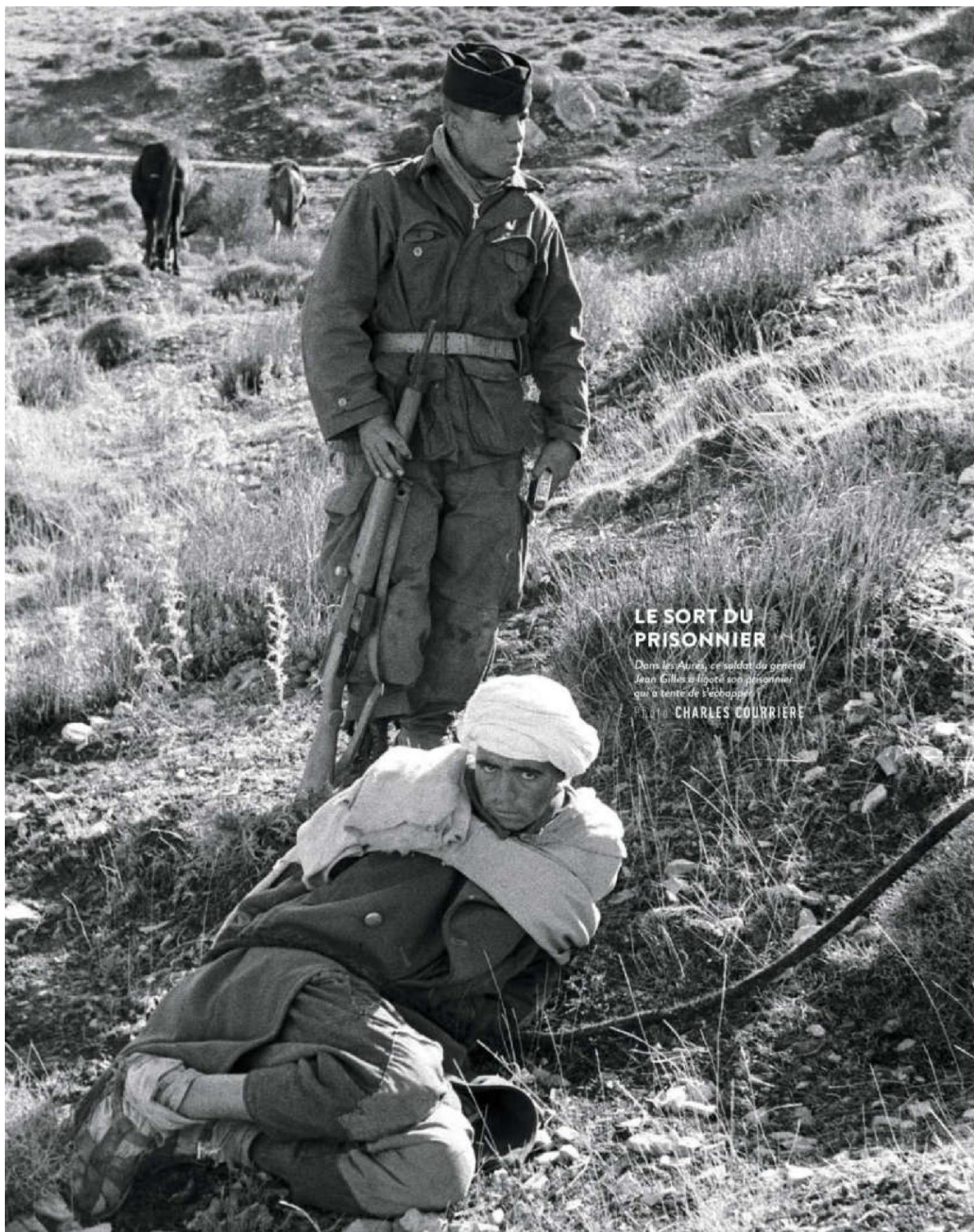
quelques-uns à remporter la victoire chez eux, comme chez nous : Roher, un lieutenant... Il bascula d'une dune, laissa glisser son arme : il était enfin arrivé...

Puis ce fut Sentenac... Il dut encore faire un dernier effort pour mourir. Son visage apaisé nous parut si beau. Ce qu'il cherchait de l'autre côté de la crête, ce n'était pas une poignée de bédouins et leurs fusils, mais cette chose impossible qui le hantait depuis si longtemps et qui ne se trouve que dans le sacrifice et la mort. Seule elle permet de se confondre avec ce qu'il y a de plus grand, de plus inaccessible. C'était sa manière à lui, Sentenac, de comprendre

Dieu. Et ça, aucune bête ne pourrait le faire...

En guise d'épithète, Bigeard choisit alors une citation d'Antoine de Saint-Exupéry, tirée de «Terre des hommes» : «Mais je me disais : ma femme, si elle croit que je vis, crois que je marche. Mes camarades croient que je marche. Ils ont tous confiance en moi. Et je suis un salaud si je ne marche pas... Ce qui sauve, c'est de faire un pas. Encore un pas. C'est toujours le même pas que l'on recommence... Ce que j'ai fait, je le jure, jamais aucune bête ne l'aurait fait...»

«Aucune bête au monde...» de Marcel Bigeard et Marc Flament, éd. La Pensée moderne.



LE SORT DU PRISONNIER

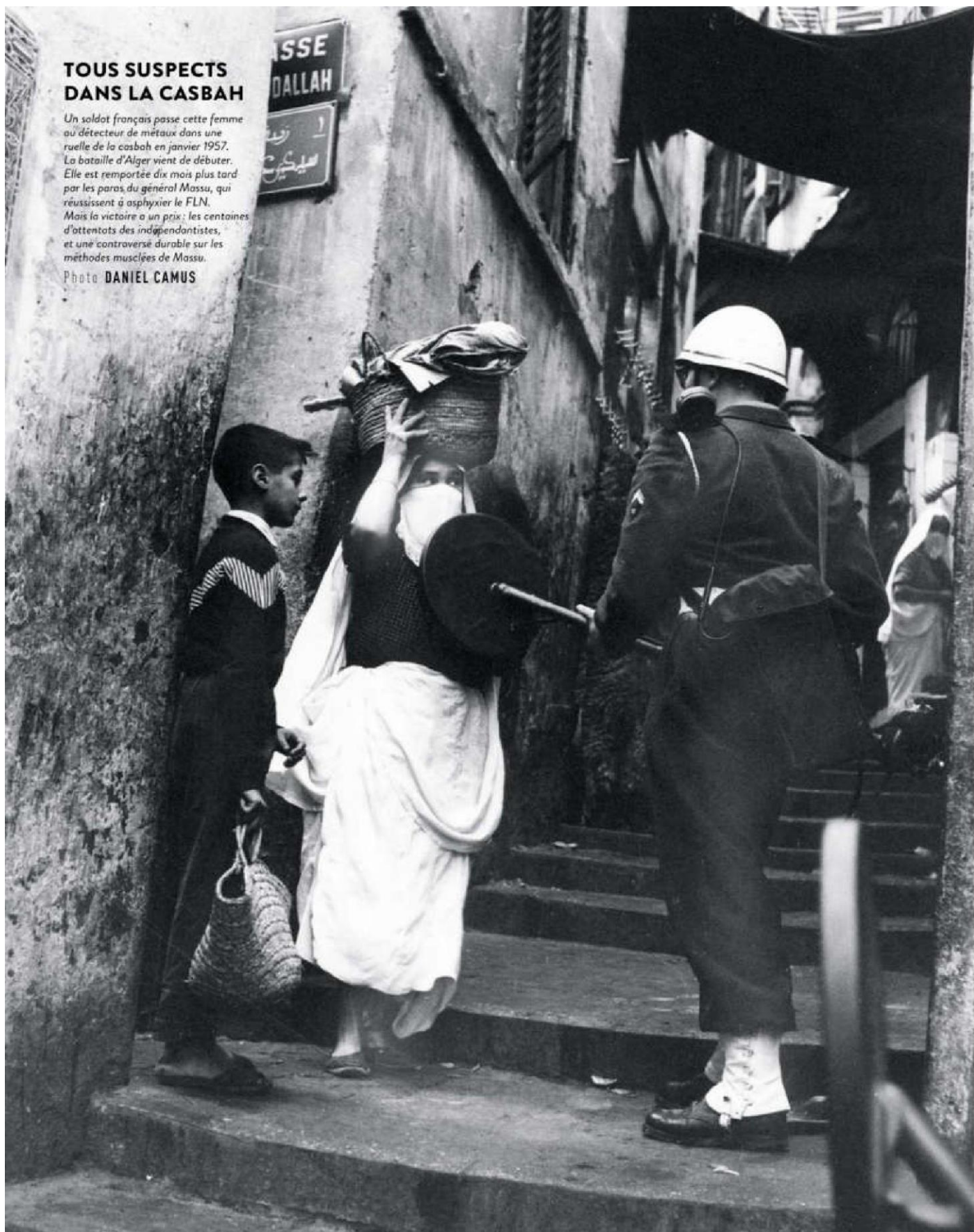
Dans les Aurès, ce soldat du général Jean Gilles a ligoté son prisonnier qui a tenté de s'échapper.

Photo CHARLES COURRIERE

TOUS SUSPECTS DANS LA CASBAH

Un soldat français passe cette femme au détecteur de métaux dans une ruelle de la casbah en janvier 1957. La bataille d'Alger vient de débiter. Elle est remportée dix mois plus tard par les paras du général Massu, qui réussissent à asphyxier le FLN. Mais la victoire a un prix : les centaines d'attentats des indépendantistes, et une controverse durable sur les méthodes musclées de Massu.

Photo **DANIEL CAMUS**





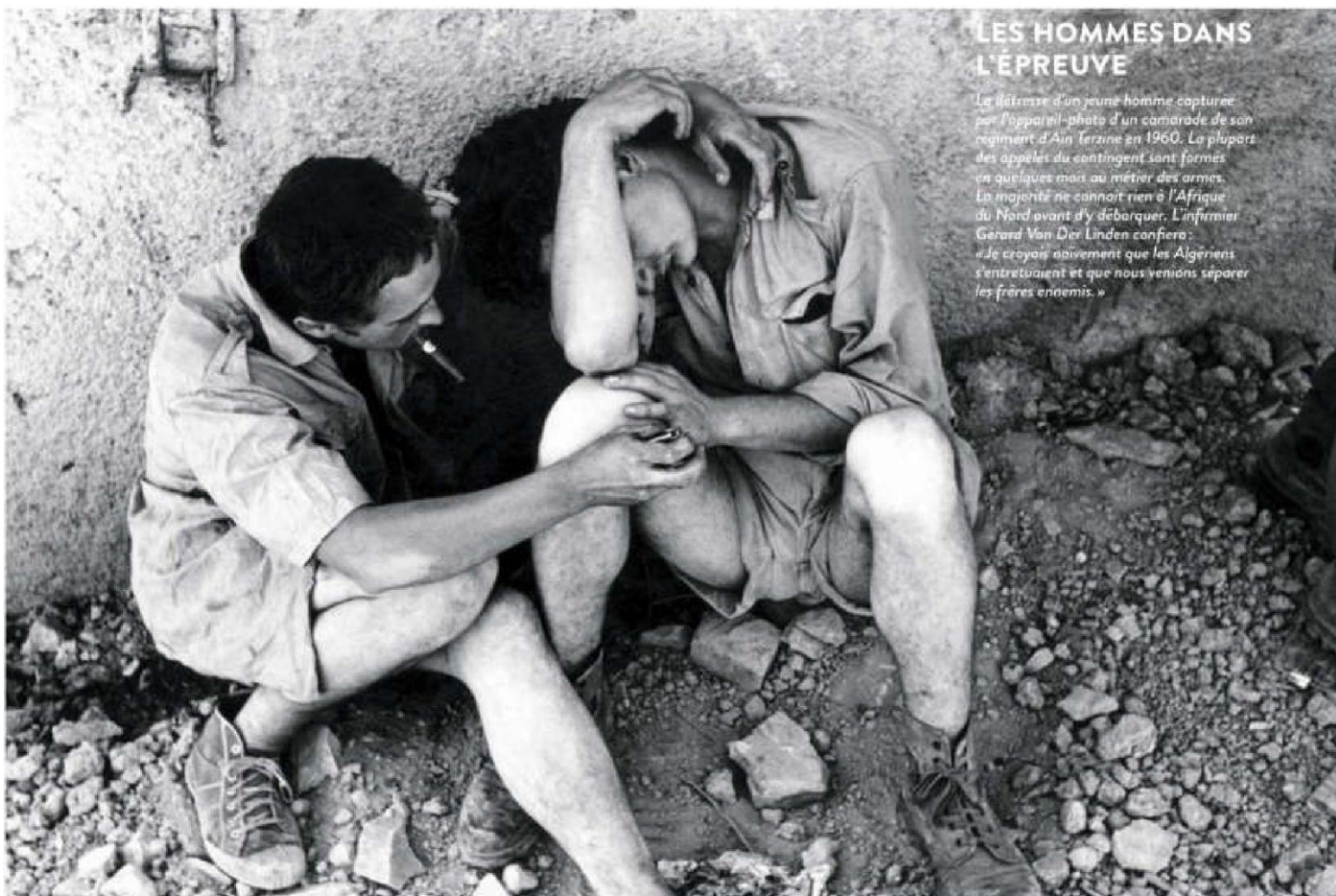
*De la guerre à la guérilla.
Funérailles des soldats tués
dans l'embuscade des gorges
de Palestro (aujourd'hui
Lakhdaria), en Kabylie. Le
18 mai 1956, lors d'une
mission de reconnaissance,
17 appelés du 9^e régiment
d'infanterie coloniale tombent
sous les balles du commando
d'Ali Khedja, un déserteur de
l'armée française. Ce dernier
est traqué et trouve la mort
cinq mois plus tard.*



*28 octobre 1956: L'embuscade de Tablat, aux
environs d'Alger, est une des plus sanglantes de
la guerre. Vingt-sept soldats du 146^e régiment
d'infanterie périssent. Parmi eux, Jean Muller,
un rappelé scout de 25 ans qui dénonçait dans
sa correspondance tant l'usage de la torture par
l'armée que les exactions des fellaghas.*

LES HOMMES DANS L'ÉPREUVE

La détresse d'un jeune homme capturé par l'oppresseur - photo d'un camarade de son régiment d'Ain Terzine en 1960. La plupart des appels du contingent sont formés en quelques mois au mépris des armes. La majorité ne connaît rien à l'Afrique du Nord avant d'y débarquer. L'infirmier Gérard Van Der Linden confiera : « Je croyais naïvement que les Algériens s'entretenaient et que nous venions séparer les frères ennemis. »



Dès 1956, la métropole découvre brutalement les premiers traumatismes d'une guerre qui ne dit pas son nom... Dix-huit mois après la Toussaint rouge, une série d'attentats du FLN le 1^{er} novembre 1954, les premiers rappelés débarquent en Algérie, en renfort du contingent. En ce mois de mai, une unité française, celle du 9^e régiment d'infanterie coloniale (RIC), est anéantie dans une embuscade. Le nom de Palestro (dix-sept morts, un seul rescapé), une commune de Grande Kabylie, devient le symbole d'un conflit sans merci. S'appuyant sur cette embuscade tragique, l'Armée de libération nationale (ALN) tisse une propagande pour recruter de futurs « djounouds », ses soldats. La France, elle, pleure ses fils. Régulièrement, chaque ville verra se former l'accablant cortège des cercueils fleuris drapés de tricolore tandis qu'en guise d'adieu solennel, retentit la rituelle « Sonnerie aux morts ».

4 août 1955, le retour des héros. Ces six hussards parachutistes se sont évadés du djebel Chechar, au sud des Aurès, où ils étaient détenus depuis quatre mois par des maquisards. Un exploit qui leur vaut une médaille et les honneurs d'une conférence de presse.

L'ENGRENAGE DE LA TORTURE

«On va te réveiller, t'inquiète pas.» Et le témoin tomba. Pour de bon

En 1983, deux ans avant son prix Goncourt, l'écrivain reconstitue les interrogatoires à la gégène des barbouzes du 2^e bureau.

Par YANN QUEFFÉLEC

«Je me suis engagé par désœuvrement, et peut-être aussi par provocation – mais sans trop savoir qui j'espérais provoquer. Une simple demande au commissariat, et c'en est fait du civil. Je serais aussi bien devenu moine ou marabout pour étoffer mon identité. Si j'ai choisi l'Armée, c'est à cause de la guerre : j'allais vivre avec la mort. [...]

En Algérie, la situation s'aggravait. L'œuvre de pacification tournait au bain de sang. Côté fell* et côté français, on se passait les nerfs sur les prisonniers. [...] Les rumeurs d'atrocité circulaient : ablations sexuelles, égorgements, suicides, viols. Moyennant quoi, la Nation mobilisait le contingent. Vingt-huit mois d'armée. [...]

Je n'étais pas algérophobe, et si je daubais moi aussi les « bi-cots », ce n'était pas la réalité qui trinquait mais le mythe et ses attendus caricaturaux qu'on pouvait dénombrer comme suit : les bicots sont voleurs, sournois [...]. Le poncif primait la vérité. [...]

Je narguais les miens. Je leur faisais miroiter tous les dangers auxquels j'allais m'exposer. Peine perdue : « Tâche au moins de faire ton devoir », disait mon père. Il voyait dans l'Algérie comme une maison de redressement qui lui façonnerait un fils honnête et socialement bien portant. [...] Il émit un jour un lapsus désastreux : « J'aimerais bien que l'Algérie te mette du plomb dans le crâne. » [...]

[...] Huit cent vingt jours au jus, autrement dit huit cent vingt siècles [...] La France est à tous les diables. Je ne me rappelle rien, sauf la traversée Marseille-Alger sur le « Sidi Ferruch », un rafiot couvert de minium tout en mâts de charge et trépidations. Certains veinards avaient trouvé place à l'air libre. Mais le gros du contingent croupissait à l'étuvée dans les entreponts surchauffés qui puaient la graisse, la sueur et le tabac. Et le mal de mer n'avait pas été long à ravager nos estomacs pleins de vinasse. Avant le départ, je connus un vrai sentiment de bonheur. J'étais sur un bateau pour la première fois, tout pour moi sentait la bourlingue : le laiton crasseux des hublots, les lampes grillagées, les barrots couturés d'écrous, les cloisons gorgées de peinture où forniquaient des mouches et je me répétais à mi-voix : « Un bateau, je suis sur un bateau », tirant de ces mots talismans des vertus consolatrices. [...]

Au petit jour, on nous fit débarquer aux accents d'une fanfare militaire et sous les applaudissements frugaux des curieux venus accueillir les nouveaux bataillons. Le hall de la gare maritime était une kermesse où des rombières de la Croix-Rouge étaient venues

nous prodiguer risettes et colis alimentaires. Ces assauts d'aménité me donnaient envie de mourir et c'est avec joie que j'aurais troqué tous leurs biscuits contre un sandwich au cyanure. [...]

Que nous fussions là pour tuer, c'était clair. Pour tuer la nuit. Quand on ne sait pas qu'on tue, quand on ne sait pas qu'on meurt. Au déclin d'une journée que le soleil avait rongée comme un vieil os, la brise élevait jusqu'à nos pierres le fumet sensuel du jasmin, des vols de flamants éraflaient très haut l'azur – El-Fajda renaissait à sa vocation guerrière : les rabatteurs descendaient au barrage, la garde aux chicanes était doublée, les blindés sortaient dans un bruit de ferraille.

Car « les soldats de la nuit », comme les paysans du djebel surnommaient les fells, portaient bien leur nom : ils se mouvaient la nuit, se battaient la nuit, l'obscurité favorisant ceux qui

28 février 1957. Larbi Ben M'Hidi aux mains de l'armée française. Cofondateur du FLN et chef de la rébellion à Alger, il est déclaré « mort dans sa cellule » le 4 mars, quelques jours après son arrestation. Un suicide, selon le discours officiel.



* Abréviation pour fellagha (rebelle favorable au FLN).



1957. Scène de torture d'un prisonnier, dans l'Oranais. Ce cliché du photographe Jean-Philippe Charbonnier est l'un des seuls témoignages visuels sur la torture pratiquée par une frange dévoyée de l'armée française.

guerroyaient en sous-nombre et c'était la nuit qu'ils passaient la frontière [algéro-marocaine, NDLR].

[...] En territoire algérien patrouillait la herse, un dispositif automouvant composé de blindés halftracks qui terrifiaient les Arabes. La herse était mythifiée, comparée à un dragon, les servants français passaient pour des djinns. Toute la nuit, la herse menait son guet minutieux le long du barrage, illuminant sous les projecteurs le grillage à haute tension qui emmaillottait la frontière. Il fallait voir au matin les yeux des conscrits hébétés par la veille. Les regards avaient scruté le noir comme une plaie. D'accord, les veilleurs n'avaient pas forcément eu d'accrochage, mais ce qu'ils avaient cru voir se bousculait sous les paupières exténuées. El-Fajda la nuit, c'était ça, toute cette peur, tous ces cœurs en pagaille, fells, Français, et ce tentacule d'acier dont on croyait flairer l'odeur d'abattoir jusque dans les chambrées. [...]

Le besoin d'agir m'est venu le lendemain de mon retour au fort, après que j'eus trempé malgré moi dans l'opération chaste-ment dénommée « perdreau bleu » qui couvrait [d]es représailles annoncées [...]. Entre-temps, mes nerfs n'avaient pas chômé. [...] Je m'étais rendu [au lieu-dit] Djenien Bou Rzeg en Jeep – au Deuxième Bureau – pour taper les aveux d'un témoin. [...]

On m'envoya au sous-sol d'un baraquement blanc situé à l'écart. Je m'enfonçai dans une sorte de cave. Il faisait sombre. Une table, une machine à écrire, une bicyclette, un seau, deux tabourets, un évier, des murs dégoulinants, un soupirail étrié : voilà l'image qui m'environna d'abord. L'odeur. Je ne l'identifiai pas. [...] Je m'assis sur un tabouret. Il faisait froid. Je me faisais l'effet d'un mort dans un tombeau. Des mégots constellaient la table. Il y en avait par terre aussi, je les sentais rouler sous mes pieds. La bicyclette était retournée, cadre et guidon assujettis par des pattes de métal à une espèce de socle en bois. La roue avant manquait. Des fils électriques partaient de l'arrière. Curieux engin. Je fumai. J'avais la tête emplie d'images [...]. Le planton m'avait probablement mal aiguillé. J'étais épuisé. Je n'avais qu'une envie : regagner l'air libre.

Et puis des bruits de pas, une volée de pas déboulant dans l'escalier, longeant le couloir : « Toi, tu es là pour taper. Tu vois rien, tu tapes. Et rappelle-toi, t'as rien vu. » A peine si je les avais vus entrer. Quatre hommes [...]. Je n'aimais pas ça. Ils avaient les manches retroussées sauf un, le témoin sans doute, un Arabe.

Celui qui m'avait parlé l'avait fait à voix basse et, pourtant, ses mots, c'était comme des pieux qu'il m'aurait enfoncés dans la nuque. J'ai dit : « Il n'y a pas de papier sur la machine. » Je voulais mettre en contact ma voix et la leur, décrire les ondes, obtenir un signe amical. On m'a tendu des feuilles. Pendant ce temps, l'Arabe était déshabillé par un type. Pourquoi étaient-ils essoufflés, tous, il n'y avait aucune raison. Le témoin se laissait déshabiller et même il aidait poliment. Il se retrouva en slip : « A poil, qu'on t'a dit. »

Premier coup de poing. Le témoin s'écroula. Il resta d'abord par terre à quatre pattes, secouant son menton plein de sang puis, se relevant, la rage aux yeux, il fit glisser le sous-vêtement déjeté qui protégeait sa dignité. « Maintenant tu vas tout nous dire. » Il y en avait deux qui le tenaient, qui lui arrachaient les bras en le tenant. Le troisième n'avait pas attendu la réponse et frappait l'homme nu. Je voulais sortir, je voulais de l'air, de la vie. Les poings rendaient un son répugnant, on entendait craquer les os. J'essayai de parler : « Qu'est-ce que je tape ? » Ma voix me fit l'effet d'un chiffon poussiéreux. J'avais lu qu'en mer, en filant de l'huile, on pouvait calmer des flots démontés. Je filais de l'huile avec ma voix.

Le cogneur ne m'avait pas répondu. C'était lui pour l'instant qui tapait. Il tapait l'homme et moi j'aurais à taper les mots de l'homme. Je n'osais plus regarder. J'entendais à présent des bruits d'éclaboussure, puis des gargouillis, puis comme des vomissements. Ils le remplissaient d'eau. Ils étaient en train d'achever l'Arabe et je n'intervenais pas. Je me contentais d'avoir le cœur sens dessus dessous. « Bois pas tout, bois pas tout. » La phrase était d'autant plus mal venue qu'elle semblait relever d'une franche camaraderie. Je me forçai à ouvrir les yeux. Il faisait sombre et je ne vis pas grand-chose. Trois têtes imprécises et une quatrième qui pendait en arrière. Le témoin ne tenait plus debout. Pieds en éventail, il se laissait aller dans les bras de ses tortionnaires, et cette intimité corporelle, cette embrassade et toutes ces respirations emmêlées étaient d'un grotesque obscène.

« On va te réveiller, t'inquiète pas. » Ils cherchaient à l'installer sur un tabouret. Le témoin tombait – témoin de quoi je n'en sais rien – il fallait le redresser et le caler contre un mur. On lui colla deux fils sur le corps avec un sparadrap. Un sous la bouche, l'autre au pied gauche. L'homme était à présent relié à la bicyclette retournée. Je toussai, suffoqué par la fumée des cigarettes et par la nausée. L'un des types se mit à pédaler à la main comme un gamin qui s'amuse.

Cette parodie servait à fabriquer du courant. Je vis le témoin, d'avachi qu'il était, se cabrer sur son tabouret, lancer de l'eau par la bouche et retomber d'un bloc sur la terre battue. Il n'avait pas dit un mot. La séance se prolongea quelque temps, je ne sais pas combien. Le bruit du pédalier me rappelait mon enfance et mon premier vélo. Je me croyais là depuis toujours en compagnie de ces trois meurtriers dont la sueur puait le vinaigre.

Puis soudain, je ne sais pas pourquoi, ce fut fini. « Allez, allez, casse-toi », m'a fait l'un d'eux. Et je me suis cassé. J'étais venu pour taper puis pour me casser. Taper, casser. Et de la casse en effet, j'en avais vu. Depuis le début de la journée j'en voyais. Et depuis le début de ma vie je me cassais un peu tous les jours, au propre comme au figuré, je m'abîmais tout bas, tout seul, et quand on me disait « casse-toi » j'étais presque tenté d'obéir et de mettre fin à mes jours. ■

JUIN 1958
**«VIVE L'ALGÉRIE...
FRANÇAISE!»**

Alger est en liesse pour la visite du général, le 4 juin. Trois jours plus tôt, Charles de Gaulle est devenu président du Conseil. Une victoire pour les pieds-noirs et les généraux, qui ont fait planer la menace d'un coup d'Etat afin de forcer la nomination de l'homme du 18 Juin à la tête de l'exécutif. Ce dernier les en remercie d'une phrase, lancée depuis le balcon du Gouvernement général: «Je vous ai compris.» Explosion de joie des Français d'Algérie, persuadés que toute perspective de négociation avec le FLN est irrémédiablement abandonnée.

Photo **MAURICE ZALEWSKI**





SEPTEMBRE 1959

**« LE DROIT À
L'AUTODÉTERMINATION. »**

De Gaulle lâche le mot explosif lors d'une allocution radiotélévisée, le 16 septembre. Pour la première fois, l'indépendance est envisagée. L'ancien président du Conseil devenu chef de l'État esquisse trois scénarios : la sécession pure et simple, la « francisation » (égalité des droits) ou l'association entre la France et une Algérie autonome. C'est un tournant de la politique algérienne du général et une déception sévère pour les pieds-noirs qui avaient placé tous leurs espoirs dans le fondateur de la V^e République.

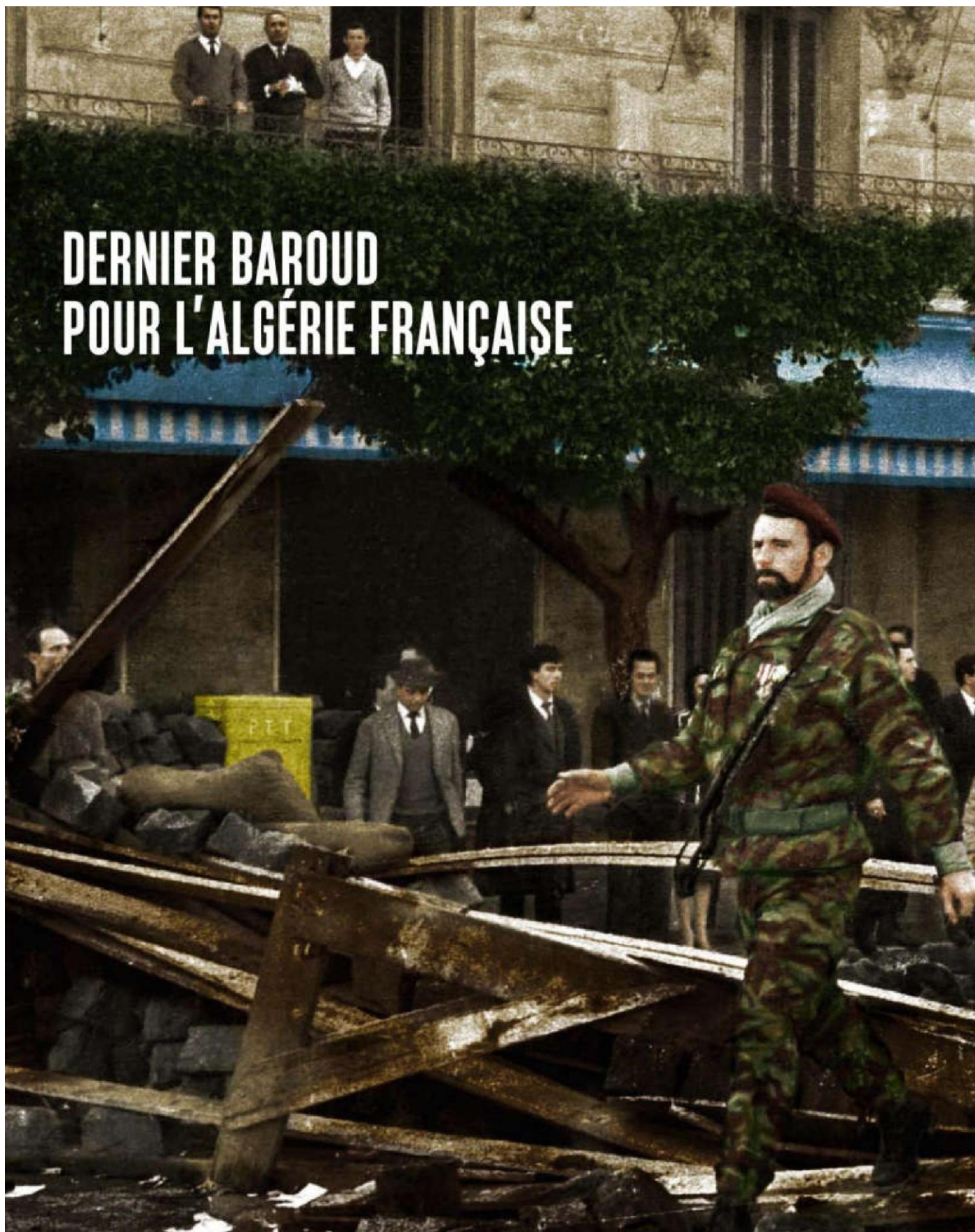
Photo **FRANÇOIS GRAGNON**

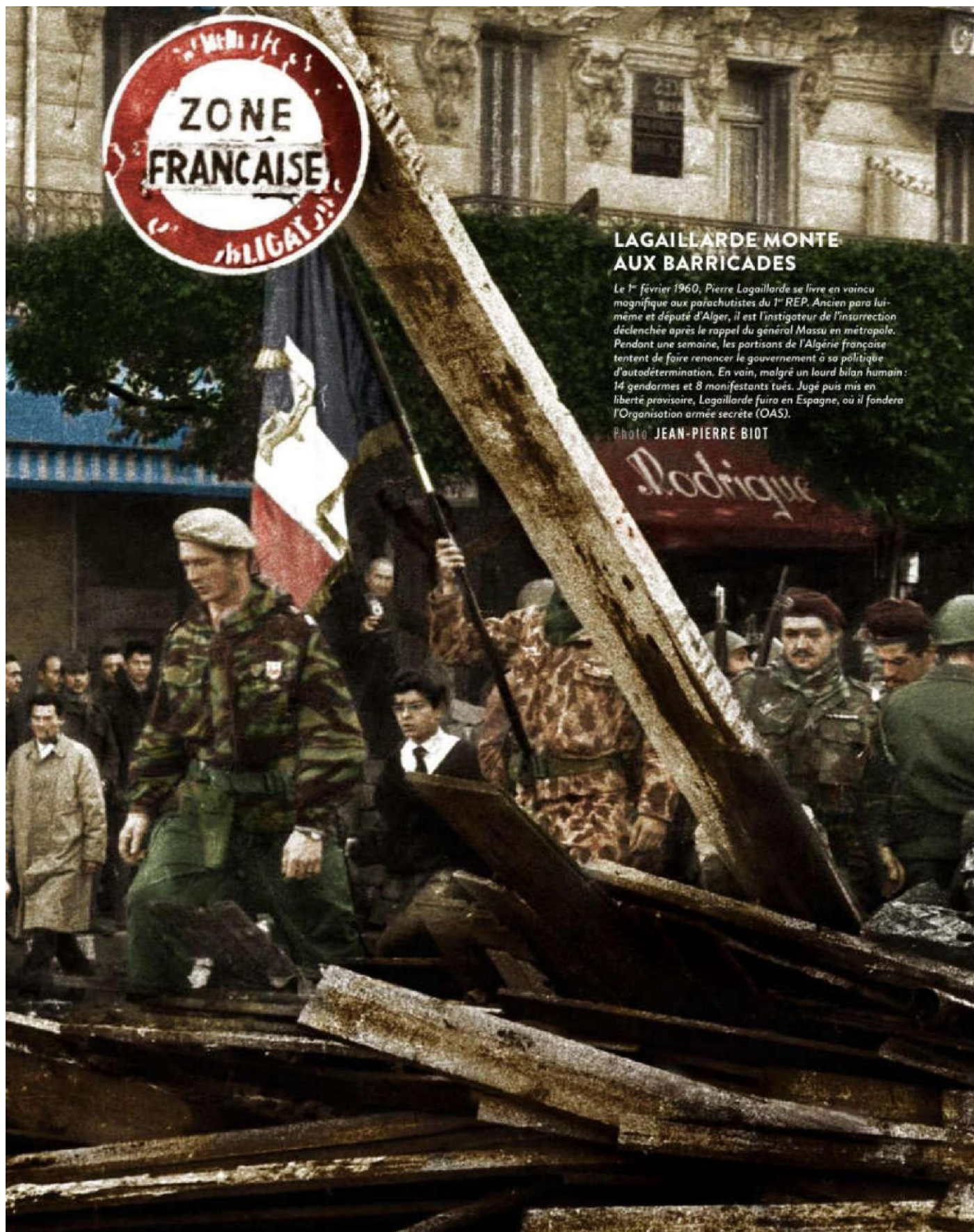
DE GAULLE ENTRE DEUX SERMENTS

Le paradoxe et l'ambiguïté de la guerre d'Algérie tiennent dans la double posture du général.

Rappelé le 13 mai 1958 à Alger, son nom lancé à la foule par le général Salan, gouverneur militaire nommé président du Comité de salut public, il embrasera bientôt les Algérois d'un mystérieux « Je vous ai compris », appuyé à Mostaganem par un vibrant : « Vive l'Algérie française ! » Un an plus tard, convaincu de miser sur l'autodétermination, il prendra la communauté des pieds-noirs à revers. Non sans fracas.

DERNIER BAROUD POUR L'ALGÉRIE FRANÇAISE





LAGAILLARDE MONTE AUX BARRICADES

Le 1^{er} février 1960, Pierre Lagaillarde se livre en vaincu magnifique aux parachutistes du 1^{er} REP. Ancien para lui-même et député d'Alger, il est l'instigateur de l'insurrection déclenchée après le rappel du général Massu en métropole. Pendant une semaine, les partisans de l'Algérie française tentent de faire renoncer le gouvernement à sa politique d'autodétermination. En vain, malgré un lourd bilan humain : 14 gendarmes et 8 manifestants tués. Jugé puis mis en liberté provisoire, Lagaillarde fuira en Espagne, où il fondera l'Organisation armée secrète (OAS).

Photo JEAN-PIERRE BIOT

Rodrigue



12 JUIN 1957, L'ESCALADE DE LA VIOLENCE

Des CRS s'en prennent à un Arabe, dans une rue de Bab el-Oued, pendant la botteille d'Alger. Trois jours auparavant, l'explosion d'une bombe du FLN au casino de la Corniche a fait 8 morts et une centaine de blessés. Tout au long des dix mois de la botteille, les indépendantistes commettent des centaines d'attentats, qui provoquent à leur tour émeutes et « ratonnades ».

13 MAI 1958, LE COUP D'ETAT

Au Palais d'été, résidence du gouverneur général, Jacques Moissu et Léon Delbecq, respectivement président et vice-président auto-proclamés du Comité de salut public. Les partisans du maintien de l'Algérie dans la France ont créé cet organe à la faveur du renversement du gouverneur Robert Locoste, jugé trop modéré.

Journal de guerre des reporters de Paris Match

Par JEAN DURIEUX, GEORGES MAZOYER, SERGE LENTZ à Alger. CHARLES D'ESTAINVILLE à Oran. JEAN MEZERETTE à Rabat. RAYMOND TOURNOUX à Paris

Paru dans Paris Match n° 678 du 7 avril 1962

DANS BAB EL-OUED ASSIÉGÉ, LES GENDARMES FOUILLENT MES ARMOIRES

L'un de nos correspondants en Algérie habite Bab el-Oued. Il a tenu son journal de siège; il raconte ce qu'il a lui-même vu et entendu.

VENDREDI 23 MARS 1962

9h30. Une fusillade très violente éclate à une centaine de mètres de chez moi, au bas de l'escalier de la rue Christophe-Colomb. Je descends en courant. Je vois un spectacle navrant: des camions sont arrêtés contre le trottoir; à droite, un soldat mort gît sur le dos; dans l'un des camions, des corps inanimés; au milieu de la rue s'étale une flaque de sang en forme d'étoile comme si un corps avait éclaté. Des soldats se rangent en ligne, à hauteur du cinéma Piazza. Ils sont blêmes et inquiets. On les sent prêts à tirer à la moindre alerte. Je me retire à l'abri de l'escalier. Près de moi quelqu'un dit: «C'est un soldat arabe qui a tiré.» Quelqu'un d'autre interroge: «Pourquoi?» Le premier répond: «Il n'a pas voulu se laisser désarmer.» Une femme, coiffée d'un foulard et tenant un panier à la main, fait une crise de nerfs en réclamant sa fille qui est quelque part dans Bab el-Oued. Chacun rentre chez soi en présentant un drame.

14h28. La fusillade éclate. Toutes les armes tirent. On voit des nuages de poussière voler sous les impacts contre les maisons.

De ma terrasse, nous essayons avec Sauer [le photographe Jean-Claude Sauer NDLR] de comprendre quelque chose au combat qui

ne ralentit pas. Nous nous servons d'une vieille paire de jumelles allemandes rapportées par mon père de la guerre de 1914, et du télescope avec lequel mon fils examine les étoiles, mais il est difficile à mettre au point. La fusillade se déplace maintenant vers le cœur de Bab el-Oued. Elle ne cessera plus d'y retentir jusqu'à la tombée de la nuit. Un nuage de fumée noire s'étale soudain sur tout le quartier.

17h30. Nous faisons un bond jusqu'à une autre terrasse située au bout de la rue Mizon. Il est dangereux de sortir car, pour les militaires, tout civil se promenant dans la rue fait partie d'un commando de l'OAS, et, pour les tireurs de l'OAS, tout civil ne se trouvant pas chez lui est suspect. Derrière nous, des soldats – peut-être des zouaves – sont en position sur la terrasse de l'hôpital d'El Kettar et se détachent nettement à travers les balcons ajourés. En bas, à notre gauche, un zouave du poste situé près de l'église Saint-Louis se fait tout petit derrière un parapet.

On voit les flammes des départs quand les gendarmes tirent et les nuages de poussière des arrivées sur les balcons. Soudain, une balle s'écrase sur le parapet entre Sauer et moi. C'est sans doute un zouave qui a pris nos appareils photo pour des pistolets.

19h30. Un homme qui a réussi à remonter des Trois-Horloges raconte que là-bas, on n'a rien compris à ce qui s'est produit. Il a vu un musulman qui passait au milieu de la fusillade dans sa carriole; il a été mitraillé. Son cheval a été tué et lui, la tête éclatée, pendait sur le brancard, à côté d'un pain qu'il portait chez lui.

Avec Sauer, nous veillons, nos appareils à portée de la main. A 22h45 des ombres mystérieuses qui avancent à pas de loup se profilent sur l'asphalte mouillé vers le bas de la rue Mizon. La rue s'emplit de soldats et bientôt on y voit plus de monde que le dimanche matin en temps normal. C'est le début du siège.



22 MAI 1958, ESPoir ET RÉCONCILIATION

Depuis le 15 mai et l'annonce de De Gaulle, qui s'est déclaré « prêt à assumer les pouvoirs de la République », des scènes de fraternisation entre Européens et musulmans se succèdent sur la place du Forum d'Alger. « Il n'y a plus ici, saluera le général lors de sa visite en Algérie, que des Français à part entière, des compatriotes, des concitoyens, des frères. »



22 AVRIL 1961, LE PUTSCH DES GÉNÉRAUX

À Alger, Edmond Jacoboud, Raoul Salan, Maurice Challe et André Zeller chantent « La Marseillaise » au balcon du gouvernement général. Ceux que de Gaulle qualifiera de « quateron de généraux en retraite » entendent maintenir l'Algérie comme territoire français, en dépit de l'approbation du référendum d'autodétermination par les électeurs en janvier. Faute du soutien de la majorité des militaires, la mutinerie tourne court.

SAMEDI 24 MARS

Mon téléphone est pris d'assaut. Ceux qui sont bouclés dans Bab el-Oued téléphonent à ceux qui sont à l'extérieur pour leur dire simplement : « Tout va bien. Ne vous inquiétez pas. » Ceux qui sont à l'extérieur téléphonent pour dire la même chose. Une voisine demande à son mari, bloqué hors de Bab el-Oued : « As-tu bien mangé ? »

16h20. Une fusillade terrible éclate dans ma rue. Nul ne sait d'où est parti le premier coup de feu mais, au bout d'un moment, il faut nous rendre à l'évidence : une mitrailleuse arrose nos fenêtres. Une balle s'aplatit sur le mur ; elle tombe sur mon crâne et rebondit sur l'épaule de Sauer. En face, tout le monde a fermé ses volets, comme pour interdire aux balles d'entrer dans les appartements.

18 heures : Sauer s'en va. Les camarades ont réussi à attendre la Préfecture de police. Il ne faut pas moins d'un commandant de gendarmerie pour lui faire forcer le blocus et retrouver la liberté.

DIMANCHE 25 MARS

8 heures. La rue Mizon est bloquée. On attend la perquisition.

10 heures. Les gendarmes apparaissent sur la terrasse de l'immeuble d'en face et, quelquefois, aux fenêtres des appartements. Le soleil est revenu. Je prends des photos à travers les volets, mais le tireur d'une automitrailleuse me repère.

12 heures. On cogne à la porte. Des gendarmes sont là.

« C'est vous qui filmiez avec une caméra ? – Ce n'est pas une caméra, c'est un appareil photo. – Montrez-le. » Je le montre. « Avez-vous des armes et des effets militaires ? » Je réponds que non, que je n'ai rien. Un gendarme fouille les armoires. Un autre tombe en arrêt devant les ailettes d'une grenade à fusil : « Qu'est-ce que c'est que ça ? – C'est la grenade qui, hier soir, au tunnel des Facultés, a démolie ma voiture. Dans la chambre, ma femme commence à vider son armoire. Mais le visiteur se contente de passer son bras derrière la pile de linge. Enfin, les gendarmes découvrent un magnétophone : « Ouvrez-le. » Je l'ouvre. Mais je me révèle incapable de faire marcher cet appareil en ruine. Seul mon fils, qui est le bricoleur de la famille, y parvient parfois. Il n'y a même pas de prise au bout du fil, mais deux lieutenants qui viennent d'entrer insistent pour qu'on le mette en route. L'un d'eux démonte la prise d'une lampe de chevet avec son canif, la met sur le fil et se rend compte que rien ne tourne. Il bataille sans grand succès. Je lui propose d'emporter la bande qui contient des enregistrements de guitare de mon fils. Il la refuse en disant : « Supposons que ce soit de la guitare. »

LUNDI 26 MARS

De 6 à 8 heures. Les femmes sont autorisées à se rendre aux provisions. Beaucoup d'entre elles ont des vivres en réserve mais elles se mettent en tête d'obtenir juste ce qu'elles n'ont pas. Certaines font la chaîne plus d'une heure pour une salade. J'apprends que si la perquisition chez moi s'est passée à peu près correctement, tout le monde dans le quartier n'a pas eu la même chance.

12 heures. On mange tristement une boîte de choucroute.

15 heures. Une amie qui habite rue d'Isly nous téléphone en larmes pour nous dire qu'une terrible fusillade vient d'éclater sous ses fenêtres. Elle dit que le sol est couvert de vêtements, de chaussures et surtout de larges taches de sang et encore de blessés et de morts. Le reste de l'après-midi se passe à téléphoner aux journaux, aux agences de presse et aux amis qui habitent au-dessus du lieu de la fusillade.

Dans la rue, on paraît ignorer le drame qui vient de se produire. Je vois des soldats qui commencent à fraterniser avec les habitants du quartier, surtout quand des jeunes filles se tiennent à la porte des immeubles.

Le soir, un policier qui habite l'immeuble propose d'aller prêter main-forte au boulanger du quartier pour faire le pain. Une voisine, dont le mari est hors du bouclage, proteste : elle préférerait qu'il monte la garde contre une éventuelle descente du FLN.

MARDI 27 MARS

L'actualité s'éloigne de nous. Seules les femmes persistent à téléphoner. Nous mangeons une boîte de cassoulet, notre dernière réserve. L'appétit n'y est pas.

MERCREDI 28 MARS

Je suis tout surpris de voir dans la rue quelques voitures civiles : ce ne sont encore que des camions de ravitaillement et des ambulances. Les femmes vont presque toutes au ravitaillement : c'est là qu'on apprend les nouvelles du quartier.

JEUDI 29 MARS

J'ouvre les volets sur une rue vide. C'est fini. Les gens vont d'une maison à l'autre. Chez vous, qu'est-ce qui s'est passé ? Même dans le malheur, il y en a qui ont la force de plaisanter. C'est comme cela à Bab el-Oued. Devant les voitures qui n'ont plus de vitres, quelqu'un a dit : « Regarde, ce sont des voitures pour l'été. » ■



7 FÉVRIER 1962, L'OAS FRAPPE

La petite Delphine Renard, 4 ans, est défigurée par un attentat visant le domicile d'André Malraux, ministre du général de Gaulle. Elle y perdit un œil. Devenue psychanalyste elle publie un livre bouleversant « Tu choisiras la vie » (Grasset).



8 FÉVRIER 1962, LA TRAGÉDIE DU MÉTRO CHARONNE

Des policiers chargent des manifestants, qui se réfugient dans la bouche de la station fermée par une grille, boulevard Voltaire à Paris. Huit d'entre eux succomberont. La manifestation à l'appel des partis de gauche, interdite par le ministre de l'Intérieur, réclamait la paix en Algérie et la fin des attentats de l'OAS.



19 MARS 1962, L'ADIEU AUX ARMES

Conférence de presse de la délégation du FLN, au lendemain de la signature des accords d'Évian. Au premier plan, Krim

RUE D'ISLY, 26 MARS LE PHOTOGRAPHE EST INCAPABLE DE DÉCLENCHER, IL PLEURE

L'équipe de Paris Match est divisée en deux groupes : le premier se trouve à l'angle de la rue d'Isly et du boulevard Pasteur.

Il est 14 h 20. Malgré l'interdiction de la manifestation, 3 000 personnes qui ont réussi à se rassembler plateau des Glières se heurtent à un barrage rue d'Isly : 15 tireurs musulmans, commandés par un lieutenant européen, un jeune homme très grand, très beau. Son képi a la couleur du sable, ses yeux celle du ciel.

« N'avancez pas. Mes hommes ont l'ordre de tirer. – Vous n'allez tout de même pas tirer sur nous », dit un manifestant. Un soldat musulman, terrifié, crie : « Nous tirerons, je vous dis, nous tirerons... »

Boulevard Pasteur, qui débouche rue d'Isly, un trop-plein de manifestants prend en courant les militaires à revers. Les 15 musulmans, leur chef, le radio européen sont débordés. On entend le claquement des culasses qu'on arme. Dix minutes plus tard, au même endroit, des coups de feu éclatent. C'est le premier barrage, traversé par les manifestants, qui tire sur la fin du cortège. Les manifestants qui ont vu les armes automatiques pointées sur eux refluent en courant. Je les vois tomber comme des cartes balayées par le vent.

Le crépitement des armes, les hurlements des blessés, le gémissement des balles qui ricochent sur les murs, le fracas des vitres qui s'effondrent couvrent à peine ce cri : « Halte au feu ! nom de Dieu ! »

Personne n'entend l'ordre de l'officier. Un homme et un adolescent reçoivent ensemble la première rafale. On les retrouvera couchés l'un à côté de l'autre, les doigts emmêlés. Au dernier moment, le père a pris la main de son fils.

Tête appuyée contre le mur d'un immeuble, corps allongé sur le trottoir, un quadragénaire, la chemise tachée de rouge, ne bouge plus. Seuls ses yeux vivent encore dans son visage livide, et son regard est comme une question adressée au ciel. Deux minutes plus tard, un grand mouchoir à carreaux vert et rouge posé sur sa tête a donné la réponse. Chez Clavierie – spécialiste

de frivolités –, plusieurs personnes qui cherchaient un refuge ont trouvé la mort. Dans l'étalage bouleversé, trois corps entassés : celui du dessus est un mannequin. Ici l'horreur est surréaliste.

Le deuxième groupe des journalistes de Paris Match est bloqué, à 200 mètres de là, au bout de la rue Alfred-Leluch.

Nous sortons de la voiture quand, tout à coup, j'entends le début d'une rafale de FM. A ce moment, pétrifié, je tiens encore la portière et je vois tous les soldats qui nous entourent tirer sur les façades qui les dominent. Un lieutenant et un sous-officier arrachent les chargeurs des FM et des PM en criant : « Halte au feu, au nom de la France. » Un instant d'accalmie, nous courons vers la rue d'Isly. Devant moi une femme gît, criblée de balles, dans un bain de sang. Une tête d'homme a été hachée par une rafale. Je sens mon visage se vider de mon sang.

Je me retourne pour voir René Vital pleurer, incapable de manipuler son appareil. Les pompiers se précipitent sous les balles. L'un d'eux est blessé à la jambe.

« Celui-là, il bouge ? – Non. – Alors, on s'en fout ! – Et celui-là ? – Je crois. – On l'embarque. »

Sur deux cadavres, une femme s'est penchée. Elle a pris le foulard de l'un, le chapeau de l'autre. Puis elle s'est redressée. Des soldats chargeaient les deux corps dans leur véhicule. Le chauffeur a mis en marche. La femme a regardé en pleurant le GMC partir. Les bâches secouées par le vent laissaient voir les pieds des corps entassés au hasard. ■

Un détachement de tirailleurs de l'armée française a ouvert le feu sur une foule de civils européens venus protester contre le blocage du quartier de Bab el-Oued, bastion de l'OAS. Un carnage : 80 morts.

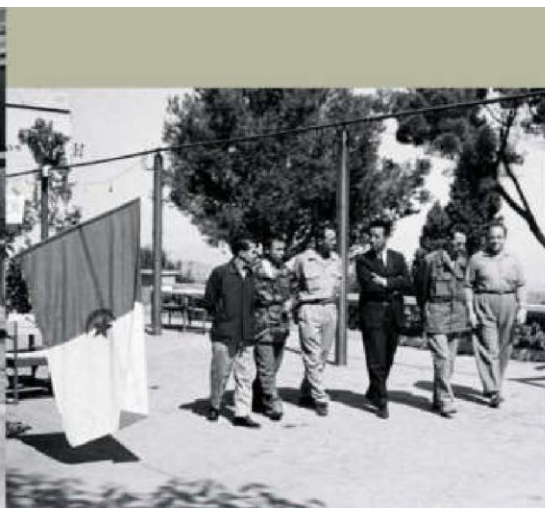




Belkacem, chef de la délégation, a signé au nom du Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA). Les accords, fruit de mois de négociations secrètes, prévenant un cessez-le-feu immédiat et ouvrant la voie à l'indépendance.



30 MAI 1962, SOLDAT PERDU DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE Armand Belviti, l'un des auteurs de l'attentat manqué contre le général de Gaulle en septembre 1961, est arrêté rue de Santoy, à Paris, après un siège de quelques heures. Condamné à la perpétuité, il bénéficie de l'amnistie de 1968.



21 JUILLET 1962, APRÈS L'INDÉPENDANCE, LA GUERRE DES CLANS A Tiemcen, Ahmed Ben Bella réunit ses alliés pour lancer un coup de force contre le GPRA. Présents à ses côtés, le colonel Houari Boumediène et son homme de confiance, Abdelaziz Bouteflika. C'est le début de la « crise de l'été 1962 », qui aboutira à la victoire des militaires de l'armée des frontières contre le pouvoir civil des chefs historiques du FLN.

AU ROCHER-NOIR, FARÈS : « JE RÉUSSIRAI OU J'Y LAISSERAI MA PEAU »

Dans L'hélicoptère, il avait regardé avidement par la vitre. Le Rocher-Noir, pour lui, c'était un bout de plage et quelques cabanons où il venait jouer quand il était gamin ; il y a quarante ans de cela. Il vit monter vers lui une incroyable ville fantôme : un coin de banlieue parisienne fraîchement construite qu'on aurait posé de l'autre côté de la Méditerranée. Il était si étonné que le sourire quitta ses lèvres. Mais quelques minutes après, quand le Sikorsky se fut posé, Abderrahmane Farès avait retrouvé sa volubilité naturelle, le geste rond et la poignée de main chaleureuse du politicien de la vieille école.

Il en avait aussi l'habileté. Christian Fouchet s'en rendit compte quand il vit la liste des passagers amenés par Farès : Yasmina, sa femme, son fils, sa fille aînée, habillée avec l'élégance parisienne, et sa secrétaire, Mme Porte-Navarre. Puis six ou sept autres collaborateurs encore anonymes. Le malin Abderrahmane avait pris ses précautions.

Il commença par faire le tour du propriétaire. Le bâtiment de l'exécutif provisoire ; c'est une longue bâtisse armée de béton avec vue sur la mer. Les plâtres étaient à peine secs, et l'électricité pas encore posée. Pourtant, sur ordre, les ouvriers avaient fait le forcing pour au moins achever une pièce : le bureau de Farès. Il y jeta un regard, puis s'en vint avec les invités dans un patio intérieur. On s'assit sur des meubles blancs de jardin. Farès dit : « C'est calme ici, on peut réfléchir. » Mais sa voix manquait de conviction. On eut l'impression qu'il regrettait son bureau de l'Assemblée algérienne : ses fenêtres ouvraient sur l'agitation du port. Il murmura peu après : « Je ferai tous mes efforts pour revenir à Alger. Sans Alger, rien ne va plus. »

Je l'avais rencontré deux jours avant à Rabat. Il m'avait parlé brièvement de son séjour en prison et de sa libération : « Mes vêtements sont trop grands. J'ai perdu 12 kilos en cinq mois et demi dans les prisons françaises. » « Je ne suis resté que trois jours à Paris après ma libération », dit-il encore. Il a préféré se cacher dans un appartement du quai de Passy plutôt que de revenir à son domicile. Les deux premiers jours,

il a rencontré Louis Joxe, et le troisième, il a rendu visite à son vieil ami, l'écrivain Jean Amrouche, cloué au lit par une cruelle maladie.

Puis il raconte sa vie. Il parle avec des gestes courts et le ton d'un avocat qui ne peut pas s'empêcher de plaider, même dans une conversation privée. « Non, je ne suis pas un bourgeois ni un fils de bourgeois. Mes origines sont très modestes, j'insiste sur ce point et je m'en flatte. Je suis né dans la vallée de la Soummam, en Kabylie, dans une famille paysanne de six enfants. A 6 ans, j'étais orphelin. J'ai pu poursuivre mes études grâce à un Français, Me Poignant, le notaire d'Akbou, mon village natal. Il m'avait pris comme petit clerc et m'a poussé à faire des études de notariat. Ce notaire, il y a quarante ans de cela, était déjà un libéral. J'en connais beaucoup d'autres qui sont capables d'édifier avec nous l'Algérie de demain. La preuve que je pars confiant, c'est que j'emmène avec moi au Rocher-Noir ma femme et mes enfants. Il n'y a que deux solutions : ou réussir ou laisser sa peau, mais c'est parce que j'ai l'impression que l'on peut réussir que j'ai accepté cette mission. Pour ramener le calme, il suffit de quelques mesures psychologiques qui redonneront confiance à la masse européenne. Je connais beaucoup de dirigeants européens d'Algérie. J'en tutoie même un grand nombre. »

Pour obtenir la caution de Ben Bella, comme il avait obtenu celle des autres dirigeants du FLN, il attendait son retour à Rabat, annoncé pour le mardi matin. Mais Ben Bella, qui n'a aucune envie d'endosser les responsabilités de la négociation, lui téléphona : « J'ai été retardé. Il faut que je m'arrête au PC opérationnel du FLN à El Heimer. » Farès accepta de différer son départ. Mais le soir, Ben Bella décida de s'arrêter à Meknès. De Paris, les télégrammes arrivaient à Rabat demandant à Farès de revenir au Rocher-Noir, où l'installation de l'exécutif provisoire devenait urgente. Dans la nuit, Farès alla voir Benkhedda. « N'attendez pas davantage Ben Bella, lui dit le chef du GPRA, et partez demain à Paris. » Le temps de voir Joxe et il se retrouvait dans son bureau, au milieu des téléphones qu'on n'avait pas encore eu le temps de brancher. ■

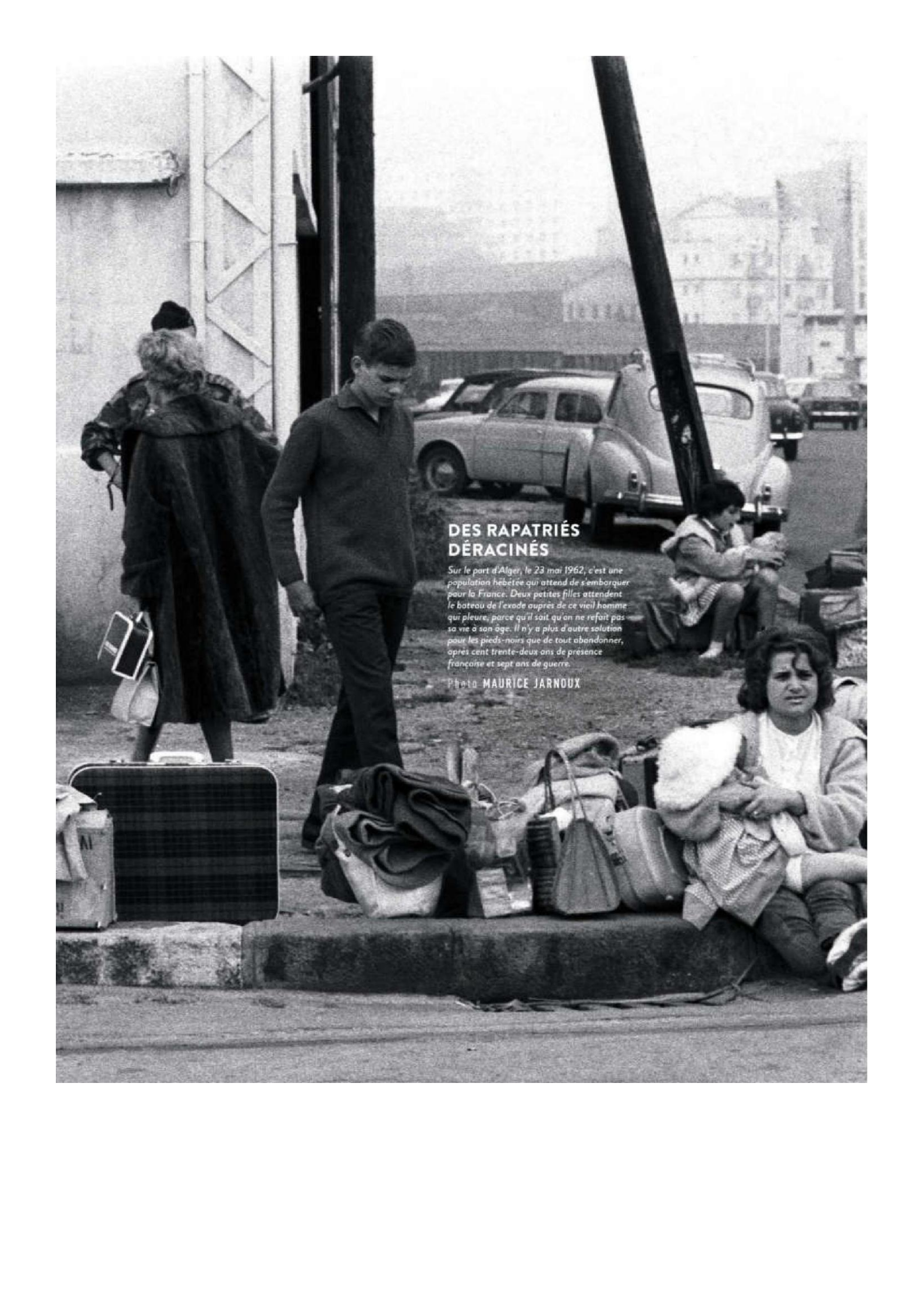


30 mars 1962 Au Rocher-Noir (actuel Boumerdès), Abderrahmane Farès, président de l'exécutif provisoire institué après les accords d'Evian, au côté de Mohamed Benteftija, représentant du GPRA.

LA VALISE OU LE CERCUEIL

Dès le lendemain de la signature des accords d'Evian, le 19 mars 1962, la communauté des pieds-noirs, alors forte de 1 million de personnes, se sent abandonnée ; pire, en danger permanent. Elle est prise entre deux feux : l'OAS et le FLN. Sans attendre la date de déclaration d'indépendance de l'Algérie, arrêtée au 1^{er} juillet, les familles s'enfuient en laissant leurs biens derrière elles. Côté français, aux 2 800 civils tués et aux 900 disparus au cours du conflit, s'ajoutent, addition tragique, de nouvelles victimes (environ 2 300) enlevées et assassinées entre le 19 mars et la fin de l'année 1962.





DES RAPATRIÉS DÉRACINÉS

Sur le port d'Alger, le 23 mai 1962, c'est une population hébétée qui attend de s'embarquer pour la France. Deux petites filles attendent le bateau de l'exode auprès de ce vieil homme qui pleure, parce qu'il sait qu'on ne refait pas sa vie à son âge. Il n'y a plus d'autre solution pour les pieds-noirs que de tout abandonner, après cent trente-deux ans de présence française et sept ans de guerre.

Photo MAURICE JARNOUX





DEUX MONDES LES SÉPARENT À JAMAIS

Le 30 novembre 1962, côte à côte mais seuls.
Entre les populations européennes et arabes,
le fossé de haine et d'incompréhension s'élargit
à mesure que l'Algérie se vide de ses pieds-noirs.
Un reportage de Paris Match consacré aux
derniers Français restés vivre à Oran explique :
« Il y avait 220 000 Européens. Il en reste
30 000 : des personnes âgées. Elles sont
comme exilées dans leur propre ville. »

Photo JACK GAROFALO

**UN BÉBÉ DANS
LES BRAS, LA CAGE
AUX OISEAUX ET
LE REGARD PERDU**

Les époux Tisson, sur le pont du paquebot « Ville de Marseille », avec leur fille de 12 mois et leurs perruches, le 23 mai 1962, regardent s'éloigner leur terre d'adoption. Maurice Jarnaux et Dominique Lapierre, en reportage pour Paris Match, décrivent le désarroi de ce couple d'expatriés qui avait appris à aimer l'Algérie : « Ils vivaient à Aruba, dans la Mitidja, et venaient d'acheter leur première salle à manger. »

Photo **MAURICE JARNOUX**



**SON SEUL BIEN :
DES VALISES EN
CARTON...**

Mme Marceau, veuve de l'ancien gardien-chef de la prison d'Alger, avait juré qu'elle ne quitterait pas l'Algérie. Mais sa fille ne lui a pas laissé le choix. Le seul lien de la vieille dame avec la France : ses fils tués à la guerre, enterrés près de Reims.

Photo **MAURICE JARNOUX**

La petite Josette : « Mémé, c'est comment la France ? »

En faisant entendre ce grand cri de détresse, Paris Match le situait loin de la politique, au plus profond du cœur des hommes. En ces semaines du printemps 1962, l'Algérie vivait des heures crépusculaires. Notre reporter avait participé à l'exode des rapatriés. Il se borna à rapporter ce qu'il avait entendu.

Par DOMINIQUE LAPIERRE

Derrière les chevaux de frise qui barrent l'entrée de la rue de Figeac, une tête émerge de la marée humaine. Celle d'une toute petite fille coiffée d'un chapeau blanc. Elle est perchée sur les épaules de son papa. Elle s'appelle Nathalie Tisson. Ballottée, tiraillée par les remous, elle pleure. Ils sont des milliers qui, autour d'elle, se ruent vers l'étroit goulet gardé par des CRS. Des milliers qui sont descendus vers le port avant même la fin du couvre-feu dans l'espoir de monter à bord du beau bateau blanc de la Transat dont on aperçoit à 300 mètres la cheminée noire et rouge. Un commandant de CRS répète sans cesse : « Les femmes et les enfants d'abord. » Un homme crie : « J'ai quatre enfants. » « Moi j'en ai six ! » hurle une femme. Puis on l'entend appeler : « René ! René ! Où es-tu ? » Une autre : « On arrive de Tizi Ouzou. On a été mitraillés sur la route. C'est la deuxième fois ! Monsieur, je vous en supplie, laissez-nous passer, on ne peut plus revenir ! » Sur les épaules de son papa, Nathalie est le visage du désespoir. Courbée dans la cohue, sa maman tire deux énormes valises. Les Tisson étaient instituteurs. Le papa de Nathalie réussit à gagner quelques centimètres. À côté de lui, un vieux monsieur à feutre noir et Légion d'honneur dit : « Jeudi dernier, plus de 2000 personnes n'ont pas pu embarquer. » La remarque allume l'angoisse sur les visages qui ont entendu. Une jeune fille à moitié étranglée par les sangles d'un sac à dos dit alors avec violence : « A Paris, "ils" préfèrent qu'on crève tous ici plutôt que de nous voir arriver. » La foule est aussitôt secouée par de brusques remous. On entend des appels : « Jacqueline ! Jacqueline ! Ne me perds pas de vue ! » Dans le groupe qui vient de passer, il y a les Tisson et le vieux monsieur à Légion d'honneur. À peine ce dernier a-t-il franchi le goulet qu'il se retourne et, le visage inondé d'une joie soudaine, se met à crier, les mains en porte-voix : « Vive de Gaulle ! Enfin, maintenant, je pourrai crier librement "Vive de Gaulle" ! » Ecrasée par le malheur

et la fatigue, la foule reste sans réaction. C'était le quai de Fort-de-France. C'est aujourd'hui une sorte de parc à bestiaux. Un parc dont les animaux sont des êtres humains qui attendent que les autorités vérifient leurs autorisations de départ. Des centaines de valises jonchent le sol. Des valises en carton bouilli, en bois, grossièrement attachées avec des ficelles ou des courroies. C'est tout ce qu'ont pu emporter les 1500 candidats au voyage de cette belle journée de printemps 1962.

Assise sur sa valise, une vieille dame à chapeau noir attend qu'un CRS appelle son numéro. Mais les numéros n'ont pas été distribués dans l'ordre et parfois les derniers arrivés passent les premiers. Elle tient par la main une petite fille qui serre dans ses bras une poupée. C'est tout ce qui embarquera ce matin de la famille Guilloud. Les autres sont restés de l'autre côté des *Suite p. 94*



Devant l'autocar qui fait la navette entre le quai et le débarcadère. « C'était le quai de Fort-de-France. C'est aujourd'hui une sorte de parc à bestiaux. »



Les yeux émués de larmes, cet homme contemple pour la dernière fois les coupales roses de Notre-Dame d'Afrique. Les rapatriés laissent derrière eux leurs biens, leurs souvenirs et, bien souvent, de chers disparus.

barbelés. Les Guilloud étaient à Boufarik depuis 1830, depuis que le premier bateau colonisateur avait débarqué un Guilloud sur la terre d'Algérie. « Mémé, demande la petite Josette, c'est comment, la France ? »

Derrière les barrières de bois du parc des 4^e classe, on se bouscule. Une femme supplie : « Faites-nous asseoir. » Une femme gifle son petit garçon parce qu'il joue à la balançoire avec le tendeur d'une tente. Toutes les cinq minutes, un capitaine de vaisseau promu speaker lance dans le micro des paroles apaisantes : « Mesdames, messieurs, ne vous énervez pas. Vous êtes maintenant certains de vous embarquer. Présentez-vous aux différents services de contrôle pour les formalités d'embarquement ! »

UNE JEUNE FEMME EN LARMES : « LE TRAIN ÉTAIT PRIS D'ASSAUT. TOUT LE MONDE S'ENFUIT »

Appuyée au bras d'un matelot, la vieille Mme Marceau, veuve de l'ancien gardien chef de la prison d'Alger, cherche à petits pas ses valises. Elle avait juré de ne jamais quitter son Algérie mais sa fille l'a embarquée de force. En France, personne n'attend Mme Marceau. Personne sauf deux morts qui reposent quelque part du côté de Reims : ses deux fils tués à la guerre.

10h30. L'enseigne de vaisseau Couillaud regarde sa montre et dit : « Allez-y ! » Lavoine, André, Suznik, de la quatrième équipe de plongeurs démineurs, sautent dans l'eau noire. Pendant vingt minutes, les trois hommes équipés de scaphandres autonomes et de torches électriques vont inspecter centimètre par centimètre la coque du « Ville de Marseille » pour s'assurer qu'aucune charge de plastic n'a été déposée par les saboteurs de l'OAS.

Dans l'autocar qui fait la navette entre le quai de Fort-de-France, où continuent les formalités, et l'embarcadère, une femme tricote un pull-over. Juste devant elle, une autre a les doigts crispés sur un mouchoir : « Mes tapis... J'ai laissé tous mes tapis... » se lamente-t-elle. Dans le couloir, un homme en casquette et bras de

chemise, accroupi sur une boîte à outils, roule avec précaution une cigarette. C'est Dédé, le mécanicien du garage Majestic de la rue Thiers. Il est parti en emportant son attirail.

Aux entrées du bateau, c'est l'embouteillage. Un père pousse tout à coup un cri : « Martine ! » Mais Jupin, le commandant en second du « Ville de Marseille », s'est précipité. Il a rattrapé en extremis la petite Martine, qui allait tomber à l'eau. Devant la pancarte « 4^e classe », une jeune femme aux cheveux blonds essuie ses lunettes noires. Son visage est boursoufflé de larmes. Au marin qui l'aide à porter ses deux valises, elle confie : « Entre Orléansville et Alger, c'est la panique. Le train est pris d'assaut. Tout le monde fuit. Il n'y a plus de troupes dans le bled... »

Dans les bras d'une fillette aux yeux bleus, un gros chat miaule lugubrement. Son petit frère pleure : il a coincé son pied dans un rail. Un marin vient le délivrer. Un hélicoptère bourdonne au-dessus du « Ville de Marseille ». A son bord : le capitaine de vaisseau Combe. C'est lui qui est chargé de la sécurité de l'embarquement. Les plongeurs démineurs n'ont rien trouvé, mais un tir de mortier ou de bazooka depuis les hauteurs de la ville est toujours possible. Et là-haut, ces blocs d'immeubles blancs dans les îlots de verdure, c'est Belcourt, une citadelle de l'OAS.

11h30. Les Tisson arrivent au bateau. Nathalie est toujours sur les épaules de son père, qui transpire à grosses gouttes. A côté des Tisson, un homme coiffé d'un képi vert attend patiemment son tour en lisant les journaux. C'est le garde forestier de Ghardimaou. Tout à l'heure, il a fait une confidence aux Tisson. Il leur a dit : « Moi, je pars parce que le sous-préfet de Saint-Arnaud a annoncé aux populations qu'elles pourraient installer leurs troupeaux en bordure de "ma" forêt. Je venais de reboiser 50 hectares. Dans un an ce sera là-bas le désert... »

Soutenue par un CRS et par un marin, Mme Marceau entre dans la cale du navire. Comme tous les passagers, c'est à l'intérieur qu'elle acquittera les 6300 francs de son passage en 4^e classe. Derrière Mme Marceau, une femme en cheveux tient en laisse un berger allemand qu'elle appelle Darling. Elle semble désespérée. Au CRS qui contrôle les cartes d'embarquement, elle dit timidement : « Monsieur, je vais au centre anticancéreux de Villejuif, que dois-je faire ? »

1525, 1526... Un quincailler de Cherchell, sa femme et son fils sont les trois derniers passagers du navire de ce matin. Au doigt de M. Mossi, il y a encore une clef : celle de l'Aronde toute neuve que les Mossi ont abandonnée derrière les barbelés de la rue de Figeac.

Il est midi. Le bateau est plein. L'embarquement a duré cinq heures. Soudain un camion militaire bâché débouche en trombe sur le quai. Un civil aux cheveux en brosse saute à terre et parle mentement avec les CRS. Ces ultimes passagers n'étaient pas prévus. Ce sont cinq familles de harkis que l'homme en civil, un ancien officier de SAS, est allé chercher dans leur douar de Kabylie pour les soustraire aux vengeances. On remet une coupée. Les yeux hagards, une vingtaine d'hommes, de femmes et d'enfants s'engouffrent précipitamment dans les flancs du navire sauveur.

Deux coups de sirène. Arraché par deux remorqueurs, le « Ville de Marseille » vire sur lui-même. Sur le quai, le chauffeur à béret rouge du camion qui a amené les harkis démarre lentement et tout à coup son klaxon se met à scander furieusement : ti ti ti ta ta. Sur l'un des remorqueurs, deux marins répondent en déployant un drapeau tricolore marqué des trois lettres OAS. De la poupe à la proue, côté bâbord, la foule s'est massée en rang serrés pour regarder une dernière fois Alger. Chaude et lumineuse, éclatante de blancheur, c'est une des plus belles cartes postales du monde qui défile lentement devant nos yeux. Par instants, le soleil étincelle sur le pare-brise d'une voiture qui file sur la route moutonnaire. Accrochée à la rambarde sur laquelle tant de soldats ont gravé « La quille », une femme sanglote. « Marcel, Marcel... » crie-t-elle,

désemparée. Marcel, c'est son mari. Un modeste fonctionnaire de ce G.G. [Gouvernement général] qui dresse, là, juste en face, son triangle de verre et de béton, tel un navire de haut bord ancré au cœur de la ville. Le mari de cette femme a disparu depuis trois jours. Enlevé par l'OAS ou le FLN, elle ne sait pas. Hier, la fatma est venue lui dire qu'elle avait reçu l'ordre d'égorger ses trois enfants. Alors, la pauvre femme s'est affolée. Elle a rempli le petit logement de provisions pour le retour de Marcel et elle s'est enfuie avec les enfants. Ses cris sont déchirants: «Marcel, mon pauvre Marcel!»

«PAUVRES GENS, MURMURE LE CAPITAINE, C'EST L'EXODUS» QUE JE COMMANDE!»

A la pointe extrême du navire, sous le pavillon tricolore qui bat mollement, un gamin, lui aussi, pleure. Il a peut-être 15 ans, mais les larmes qui coulent sur son visage ravagé lui ont tout à coup donné un air de vieillard. Il regarde à travers ses larmes la casbah et son enchevêtrement de maisons et de ruelles à flanc de colline. A droite, il reconnaît au milieu des arbres les murs ocre de son lycée, le lycée Bugeaud, où il n'y a plus d'élèves ni de professeurs. Derrière, au bout de la rue Mizon, ce grand immeuble un peu de guingois, c'était sa maison. Et à droite, presque au bord de l'eau, juste à côté de l'enceinte de l'hôpital Maillot, sous une dalle blanche parmi d'autres dalles blanches du cimetière de Saint-Eugène, il y a son papa et sa maman. Ils sont morts tous les deux dans un attentat, voici quatre ans.

Une fillette s'est approchée du gamin qui pleure. Dans un geste maternel, elle pose sa main sur son épaule. Le papa de la fillette était comptable dans un commerce de grains et sa maman standardiste à l'hôtel Aletti. Ils sont à bord avec leurs six enfants. Mais personne en France n'attend la famille Simonneau.

Debout sur la cale avant, les Tisson regardent les coupoles de Notre-Dame d'Afrique qui s'éloignent dans une lueur rose. Derrière eux, affalée sur des cordages, le visage dissimulé dans un mouchoir blanc, Mme Guilloud sanglote. Sur sa passerelle, le commandant Latil hoche la tête: «Pauvres gens», murmure-t-il. Puis il ajoute: «C'est l'«Exodus» que je commande aujourd'hui.» C'était pourtant hier encore qu'on dansait sur le «Ville de Marseille», qu'on s'entassait dans le grand salon de première pour jouer aux courses de petits chevaux. Le bateau de France, c'était pour l'Algérie le premier jour des vacances... Ce soir, il n'y aura ni course de chevaux, ni cinéma, ni bal sur le pont. Les musiciens ont été décommandés. Sur tous les ponts, dans toutes les coursives, ce n'est qu'une immense détresse.

Je retrouve à bord un jeune avocat avec lequel j'ai fait le voyage aller. Il a pu courir jusqu'au palais de Justice d'Alger, où il avait à plaider. Au palais de Justice d'Alger, il n'y a plus ni greffier ni rôle. Quand le juge a appelé son affaire, le jeune avocat a entendu quelqu'un annoncer que son client avait été assassiné la veille. Il est alors revenu au bateau et a pu remonter à bord. Il est bouleversé.

Dans le lointain, Alger n'est plus maintenant qu'une tache blanchâtre sur le bleu de la mer. Assommé par les heures qui viennent de s'écouler, chacun s'est fait une place, tant bien que mal, dans le fatras des valises, des paquets, des ballots. Des enfants jouent à cache-cache dans les coursives. Une musulmane allaite son bébé. Un vieux monsieur allume son transistor. Une voix rauque emplit alors l'entrepont B: c'est de Gaulle qui parle à Figeac. Le vieux monsieur tourne le bouton.

Dans l'après-midi, la mer se creuse et le beau soleil d'Alger fait place à une brume grisâtre. Dans l'entrepont A, une femme



Casse-croûte à même le sol, vêtements accrochés aux fenêtres... Début août 1962, une famille de pieds-noirs sans domicile squatte le Grand Hôtel de Tamaris, à Bandol.

s'évanouit pour la deuxième fois depuis le matin. Elle est cardiaque. Dans l'entrepont A, tout le monde la connaît. Elle était épicière à Bab el-Oued et, depuis le départ, elle n'a pas cessé de raconter sa vie et ses malheurs à ses voisins. Ils savent que son mari a disparu. Quand elle s'est affalée contre le hublot, un petit homme à moustache s'est précipité: «Je suis médecin, dit-il, laissez-moi faire.»

Le Dr Laut, le médecin du bord, arrive avec une seringue. Il est partout, le Dr Laut, distribuant des cachets de Nautamine, faisant des piqûres, soulageant les multiples détresses de cette pitoyable cargaison humaine. Au voyage précédent, il a accouché une femme. Les deux médecins transportent sur le pont la grosse Mme Marti et lui font une injection de solucamphre.

Le soir, je les retrouve en tête-à-tête devant une bière au bar des premières. Le médecin d'Algérie regarde son verre. D'une voix monocorde, il dit à son collègue de la métropole: «Je suis parti en un quart d'heure. C'était hier... oui, hier seulement. Un musulman est venu me prévenir: «Ne sors pas de chez toi, m'a-t-il dit, ils te préparent un mauvais coup.» J'ai barricadé la porte et j'ai dit à ma femme: «Fais vite une valise, on part.» Nous sommes sortis par derrière et nous avons quitté le village en trombe. A un tournant, une bande de musulmans armés de serpes, de couteaux, de haches, nous ont arrêtés. Nous avons cru qu'ils allaient nous tuer. J'ai reconnu un ancien malade. Il a dit: «C'est le toubib, laissez-le passer.» Les plus jeunes ont proféré des menaces et nous sommes repartis. J'avais envie de pleurer.»

Le lendemain matin, les yeux lourds de fatigue, les passagers du «Ville de Marseille» rassemblent leurs bagages et montent sur le pont. Un gosse demande: «Papa, à quelle heure finit le couvre-feu?» A la vue des côtes de France, une sourde inquiétude a, sur beaucoup de visages, remplacé l'angoisse d'hier. Le gamin du lycée Bugeaud a séché ses larmes mais son regard reste grave. Debout sur le pont avant, les Tisson, les Rossi, les Simonneau et tant d'autres se demandent à cet instant quel sort les attend.

Appuyée sur la rambarde bâbord du pont A, la vieille Mme Guilloud regarde Marseille venir vers elle. Elle hoche doucement la tête et dit: «Je retournerai.» ■

Dominique Lapiere

LA MÉMOIRE DE MATCH

Indochine, Algérie : Paris Match n'oublie rien. D'abord parce que ses reporters étaient nombreux en première ligne. Mais aussi parce qu'anonymes ou figures oubliées du conflit continuent de hanter l'imaginaire collectif. Match toujours présent.



Leur pays, la France

Comme le relate « Mon pays, la France » (1962), livre testament du Bachaga Boualam, qui fut vice-président de l'Assemblée nationale, les descendants de harkis – ces engagés dans l'armée française pour la plupart abandonnés à leur sort à l'issue du conflit – ont vécu trop longtemps dans des camps de fortune, à Bias en Lot-et-Garonne, notamment. Tous éprouvèrent un fort sentiment de reniement. A quelques kilomètres de là se trouve Sainte-Livrade-sur-Lot qui accueillit – à titre temporaire, mais pour longtemps ! – les familles des soldats vietnamiens engagés dans l'armée française en Indochine. Sur ces photos, une femme en ao dai chamarré pose devant l'autel consacré au culte des ancêtres, et un officier parachutiste, arborant béret rouge et médailles, affiche sa fidélité.

Fille de harki

« L'Histoire, c'est l'Histoire. Même si on ne peut pas la déchirer, on peut tourner la page. » C'est par ces mots que Jeannette Bougrab, secrétaire d'Etat à la Jeunesse dans le gouvernement Fillon, est accueillie, en octobre 2011, lors d'un voyage officiel par son homologue algérien. Son père, officier harki, avait dû fuir sa terre pour échapper aux massacres. A 38 ans, des ruelles de la casbah d'Alger à la Corniche qui domine le port, elle déborde d'émotion en remontant le fil de ses racines.



Yasmina, mannequin et infirmière du FLN

Leïla Kadi, créatrice de mode, pose au Studio Mac Mahon devant des photos d'elle prises avant et pendant la guerre d'Algérie. Elle était devenue mannequin à l'âge de 18 ans, sous le nom de Yasmina Chelali, chez le couturier Jacques Esterel. Arrêtée et brutalisée alors qu'elle rendait visite à sa famille à Alger, elle ne rentre pas à Paris, choisit d'être infirmière du FLN, épouse un chef de katiba. Paris Match a publié ce reportage en septembre 1962.



Ils n'oublient rien

La génération du feu. En octobre 2007, à l'occasion de la sortie du film « L'ennemi intime » de Florent-Emilio Siri, Paris Match réunit trois anciens combattants des « événements » d'Algérie. Michel Bugeaud, Claude Carrier et Bernard Barbesange sont la mémoire vivante d'un conflit trop souvent occulté, y compris à l'écran. Et de traumatismes longtemps niés.



Algérie : les cimetières profanés

Nombreuses sont les voix qui s'élèvent contre la profanation des cimetières depuis le départ des pieds-noirs d'Algérie, en 1962. Un vaste plan de réhabilitation, suggéré lors de la visite officielle à Alger du président Jacques Chirac, en mars 2003, reçut l'aval de son homologue algérien Abdelaziz Bouteflika. L'Algérie compte plus de 500 sites avec des tombes d'Européens. Déjà, en 1983, notre reporter Benoit Gysembergh avait photographié ces lieux de repos éternel où pendait du linge, où des gamins jouaient au football dans les allées, où l'on cultivait des plants de tomates entre les tombes.

REQUIEM

Que composent les numéros de Paris Match consacrés aux guerres d'Indochine et d'Algérie ? Une ode au grand reportage, à l'heure où le festival Visa pour l'image, à Perpignan, honore le photojournalisme. Ne serait-ce qu'en souvenir des envoyés spéciaux, tués ou blessés dans les rizières, dont Robert Capa, le pionnier de « la photo en première ligne ».

Requiem, donc, pour reprendre le titre d'un ouvrage consacré aux reporters tués lors de la guerre américaine au Vietnam. Requiem aussi pour toutes les victimes. Ici, la population civile ; au moins 100 000 villageois assassinés par le Viêt-minh, selon le général Gras, auteur d'un livre référence publié en 1992. Mais aussi 60 000 tués ou disparus au sein du corps expéditionnaire, dont 2 000 officiers. De très nombreuses pertes endeuillent les forces armées autochtones (Vietnamiens, Laotiens, Cambodgiens) luttant auprès des paras, des légionnaires et des tirailleurs d'Afrique. Lourd bilan...

Les amateurs de grands reportages aiment à plonger dans la richesse des archives de Paris Match. Les plus littéraires se jeteront sur le texte du grand dramaturge et romancier britannique Graham Greene, qui fut de nos envoyés spéciaux (N° 173). Son roman « Un Américain bien tranquille » (1955) pointe l'ambiguïté des Américains, notamment de la CIA, dans ce conflit, jusqu'à téléguider des attentats antifrancs attribués au... Viêt-minh. Cette ambiguïté atteint son paroxysme quand « Life » (4 millions d'exemplaires) attaque la France dans un reportage « fabriqué ». Les neuf envoyés spéciaux de Match, de Raymond Cartier à Claude Paillat, Jacques de Potier (qui sera blessé), Jean Roy ou Willy Rizzo, répliquent en 16 pages intenses. Aussi ce numéro 230 (15 août 1953), croisant le fer « contre la mauvaise foi », est-il un collector unique en son genre.

Les collections se constituent par affinités : ici, les Bérêts rouges sous la corolle des parachutes blancs ; là, Geneviève de Galard, héroïne de Diên Biên Phu ; le fils de Latrre tombé au front ; Salan inspectant les lignes au Tonkin... Chaque numéro a sa cote. Sites spécialisés et bouquinistes en perpétuent la légende.

On retrouve Salan en Algérie (comme Bigeard, toutes décorations pendantes). Il salue au côté de De Gaulle, dont il a lancé le nom depuis le Forum d'Alger (13 mai 1958) avant de créer l'OAS ! Baroud pour l'Algérie française (les barricades), tragédie de la rue d'Isly, exode des pieds-noirs (soit 1/10^e de la population) jalonnent l'actualité d'une guerre cruelle, qualifiée de « sale guerre » suite à l'engrenage de la torture. L'heure des bilans tourne à la comptabilité macabre : de 25 000 à 30 000 soldats français y perdent la vie. Les pertes algériennes sont généralement estimées à 250 000, un chiffre gonflé ou atténué selon les sources. Combien de harkis sont morts, soldats supplétifs abandonnés et massacrés après l'indépendance (juillet 1962) ? On évoque de 30 000 à 100 000 victimes. Parfois plus ! Le syndrome de « la grande muette » entretient un flou pernicieux. ■

Patrick Mahé

